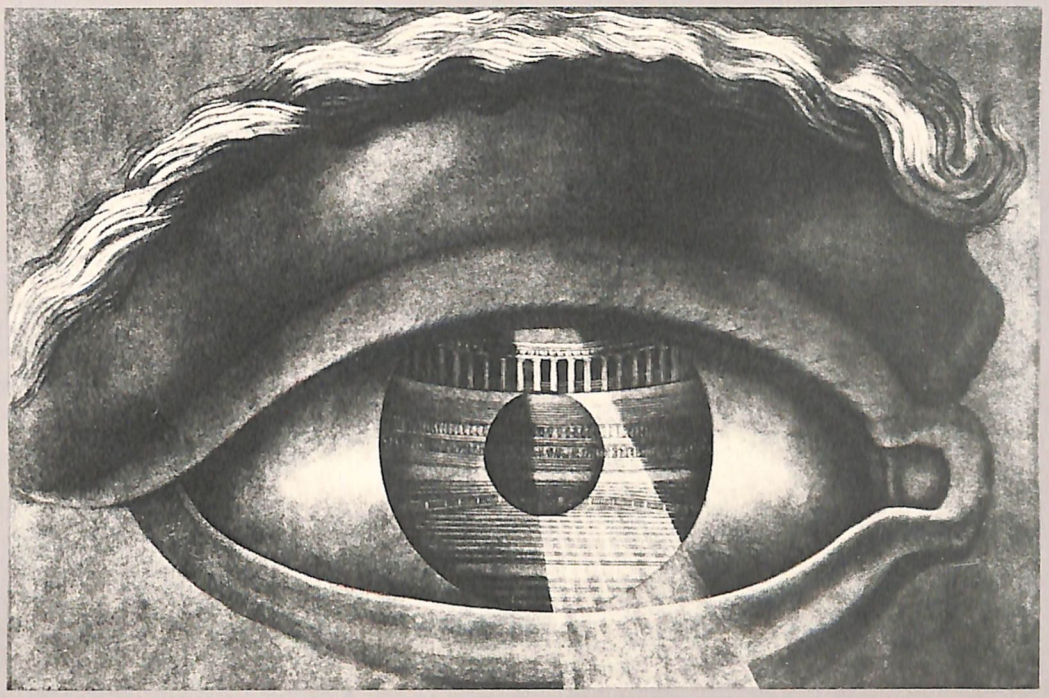
ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES



Dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences & les métiers

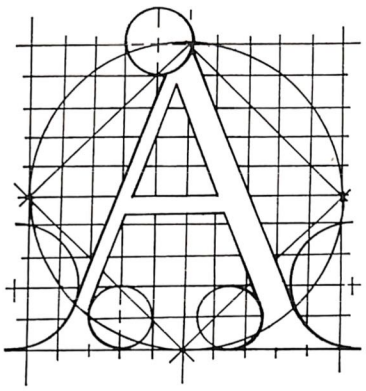
6

Février 1986 - Trimestriel

M 5833 - 6 - 30 F - RD

ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES *TOME I FASCICULE 6*

Directeur de la publication : François Martin
Adresse : Boîte postale 188, 75665 Paris Cedex 14
Prix du numéro : 30 francs
Trimestriel. Abonnement annuel (4 numéros) : 100 francs
C.C.P. : 19 624 51 E Paris
Photocomposition : Cicero, 12, rue Saint-Gilles, 75003 Paris
Imprimé en France par Impressions F.L., 4 à 18, rue Jules-Ferry, 93 La Courneuve
Dépôt légal : février 1986
N° commission paritaire : refusé définitivement
N° ISSN : 0765-6424



ABÂTARDISSEMENT

Du fond de son canapé-lit où il se laisse flatter par les caresses télévisées de son maître, jusqu'à son poste de travail chaudement informatisé, emmuré dans une architecture de banlieue qui l'accompagne dans tous ses déplacements, le salarié moderne n'est qu'un bâtard de la marchandise qui rêve honteusement d'être légitimé par son spectacle et d'être reconnu comme travailleur, comme père — ou mère — de famille, comme français.

Une époque qui n'est pas parvenue à dépasser les cadres oppressifs du passé dans la construction d'une vie émancipée cherche en vain à se consoler par la satisfaction des petits plaisirs ou conforts qu'elle aurait au moins *conservés*. Ce qu'elle n'a pas dépassé, elle doit le perdre de toute façon sans retour, le voir dissous par le développement irrésistible de sa propre puissance aliénée, à laquelle la justice historique transmet la mission d'exécuter la sentence qu'elle n'a pas eu le courage d'appliquer elle-même en pleine conscience de ses possibilités. Ce qui se fait ainsi dans la non-liberté se réalise donc à travers un surcroît de fausse conscience : l'ultime déchéance du travail s'accomplit au nom de la « défense du travail », la décomposition de la famille par l'atomisation des rôles sociaux se déguise en redécouverte de la vie privée, la perte de toute appartenance à une communauté quelconque se compense par l'hystérie nationaliste, la xénophobie, le racisme. Travail, famille, patrie : pauvres réalités abâtardies, produits de l'accouplement de la marchandise moderne avec des aliénations plus anciennes qui perdent désormais toute apparence de *naturel* ; mais leur irréversible corruption suscite un conformisme d'autant plus effréné et haineux que son besoin de sécurité est moins satisfait. S'il est vrai que ce qui n'est pas dépassé pourrit, il semble en revanche aujourd'hui que ce qui s'avance un peu plus loin dans la pourriture n'incite guère au dépassement et provoque plutôt l'exaspération des illusions régressives.

Quand la nécessité économique qui était à la base de ces réalités apparemment immédiates — liens des communautés familiales,

laborieuses, nationales — sort sans retour de l'inconscient social et se montre aux hommes dans sa toute puissance désormais arbitraire, comme l'exact contraire de leur liberté possible, elle recompose à son gré, selon les impératifs de son déploiement, les débris des modes de vie anciens, dans la combinatoire post-moderne où chaque convention sociale vidée de son contenu peut s'agglomérer à la dévalorisation générale. Dans l'au-delà de l'ancienne vie privée qu'organise la dépendance universelle par rapport aux circuits spectaculaires, la privation est partout et la vie nulle part. Il en reste quelques traces falsifiées aux prétentions décoratives, pièces aussi mal rapportées que la bibliothèque devant laquelle se doit de poser le néo-penseur, ou les casseroles en cuivre dont on ne se sert jamais dans les résidences secondaires. Ainsi les derniers avatars du mythe publicitaire de la famille heureuse ne sont-ils qu'un nauséabond hoquet historique du seul des nombreux projets de communauté pratique imaginés et réalisés par les hommes qui se soit perpétué comme modèle universel : la sainte famille bourgeoise avec son amour conjugal, filial, parental, son modèle de patience et de résignation, de confort, ses économies, son petit héritage de virginité et de jobardise masculine.

L'ancienne économie domestique et la « vie de famille » qui s'étaient maintenues quelque peu tardivement en Europe ont commencé à être dissoutes vers le milieu de ce siècle par la pénétration de la marchandise jusque dans les plus petits intervalles de leur espace-temps. La conquête du « couple », dernier gardien de la « cellule familiale », par l'irruption de techniques dites ménagères, prétendit dans un premier temps affranchir la vie de tous les jours de ses tâches répétitives, mais permit surtout de « drainer » et de « réinjecter » au plus vite dans le cycle de l'économie ce salaire dont on gratifie ce qui s'appelle maintenant « ménage », « unité de consommation distincte ». Les goûts, les savoir-faire de l'ancienne vie domestique disparurent, remplacés par l'obligation de consommer des produits et des rapports sociaux destinés à perpétuer les formes modernisées de servitude. Et le temps quotidien ainsi dégagé n'en fut évidemment pas pour autant *libéré*.

L'État ne manqua pas de bénéficier de la décomposition de ce milieu doublement domestiqué : le transfert dans le domaine public de rôles antérieurement dévolus à la famille obligea le monde statique, clos, de l'autorité parentale et du capital héréditaire à s'ouvrir sur la nouvelle dynamique de son apparente satisfaction par les innombrables *équipements collectifs* conçus et réalisés par ce puissant pétrificateur de la matière sociale devenu soudain d'une générosité sans précédent. Le développement des fonctions éducatives, émancipées de la famille et des établissements religieux, était censé constituer l'une des plus précieuses conquêtes de l'esprit de 1789. Réellement mise en œuvre un siècle plus tard, l'école laïque et obligatoire transforma ce projet en une entreprise généralisée de décervelage de la jeunesse (voir l'article *Abêtissement*).

Sa prise en main par l'État, avec tous ses professionnels de l'enfance et de l'adolescence dans le réseau de ses garderies, écoles et autres camps universitaires, fut suivie peu après par la mise à l'écart de la famille de tous les invalides du mode de production ; tout en suçant plus vite leurs pauvres économies, on soulageait ainsi les « actifs » pour qu'ils se consacrent davantage à leur unique mission terrestre, le travail. Le réseau des asiles, hospices, hôpitaux psychiatriques et autres mouroirs rebaptisés « centres de soins » ou « résidences du énième âge » pour la circonstance, compléta le précédent, non sans que la représentation séparée des travailleurs parle dans ce cas d'avantages acquis.

Quant à l'émancipation des femmes, vue séparément de celle des hommes, elle s'est réalisée négativement par leur arrivée sur le

marché du travail, surtout dans ses secteurs les plus exploités. La possibilité un moment entrevue de dépasser la misère sexuelle de la famille avec, entre autres, le pouvoir de contrôler les naissances, s'est vite convertie en besoins planifiés : devoir de jouir, droit de posséder un enfant, avec leur marché et leur législation en essort. Dans les pays d'économie développée cette contrainte naturelle s'est transformée récemment en aliénation choisie : avec l'enfant « désiré », dernière illusion de propriété des parents, ceux-ci choisissent de procréer l'*objet* et l'*être* de leur dépossession.

C'est sur ce projet que s'opère l'illusoire repli du conservatisme dans le quotidien, décrit comme « consolidation récente de la famille » par l'un des ultimes défenseurs du stalinisme abâtardi recyclé dans une « métaphilosophie du quotidien » : « La famille ne s'affirme pas seulement comme micro-centre de consommation (...) mais comme groupe affectif renforcé par un sentiment de solidarité, complément moral de la sécurité sociale. » « L'importance croissante de l'opposition ''insécurité - besoin de sécurisation'' suggère que la dissolution de ce groupement renforcé dans le quotidien ne s'opérera que lentement ou pas du tout » (Henri Lefebvre, *Critique de la Vie Quotidienne III*, 1981). Passons sur l'existence d'un hypothétique « micro-centre » qui aurait quelque pouvoir pour décider par exemple de changer la qualité de ce que l'on consomme ou produit. On sait depuis quelques années à quoi peut servir l'invention de ce couple névrotique « insécurité - besoin de sécurisation » ; par exemple pour le développement d'un terrorisme factice et d'un suréquipement policier désormais nécessaires au gouvernement des États. Mais on peut s'interroger sur l'existence de ce salutaire « groupe affectif » chargé de mettre la famille à l'abri des récents débordements de l'économie produisant abondamment ses révoltés, ses drogués, ses délinquants, ses suicidés : la présence « affective » des derniers protagonistes du spectacle familial n'est même plus nécessaire. Seule compte leur rencontre effective dans les éprouvettes des laboratoires de cette prometteuse *société de l'« in vitro » et du « post mortem »* qui veut effacer définitivement les dernières limites naturelles et sociales entre la vie et la mort.

La désintégration du « noyau familial » s'achève — sans émission d'énergies salutaires d'aucune sorte —, avec les manipulations morbides de la médecine et de la biologie qui voudraient prendre en charge les fonctions de base de la reproduction de l'espèce, traitée comme production d'une marchandise quelconque. De sorte que les « accidents de fabrication » relèvent naturellement de ces tribunaux du commerce des rapports sociaux, comme dans le cas de cette petite fille « aujourd'hui âgée de trois ans (qui) a été ''commandée comme une marchandise, au prix moyen d'une voiture neuve'' » (*le Monde*, 3 janvier 1986) et refusée par ses acheteurs, la mère porteuse ayant immoralement trompé avec son conjoint les seringues de l'insémination artificielle. Les « banques de sperme » (du prix Nobel au champion sportif) et les ventres d'emprunt (de la star du spectacle aux guenons de laboratoire) vont bientôt permettre aux techniciens vétérinaires, aux géniaux chimistes ou aux expérimentateurs en coma dépassé de fabriquer le citoyen modèle à venir, renouant ainsi avec les tentatives de leurs sinistres prédécesseurs des camps d'extermination. On voit donc se profiler le projet sur lequel les propriétaires de ce monde veulent « consolider » — jusqu'à la coagulation — les derniers liens du sang.

Un processus de dissolution et de cristallisation vers des formes nouvelles se réalise similairement autour de cet autre pôle du quotidien et de tous les rapports sociaux dont il est la clef : le *travail*. Dès la fin du monde antique, c'est en participant au travail social

que l'immense majorité des hommes a construit son histoire. Malgré une exploitation intensifiée par la révolution industrielle, les communautés qui se rassemblèrent autour du travail ont entrevu la conscience de ce qu'elles étaient et la puissance de leurs forces unies quand elles décident de s'approprier l'histoire. Dans un premier temps l'usine offre les mêmes perspectives qu'ouvre la ville au travailleur qui vient de la campagne maintenue dans le « sommeil patriarcal ».

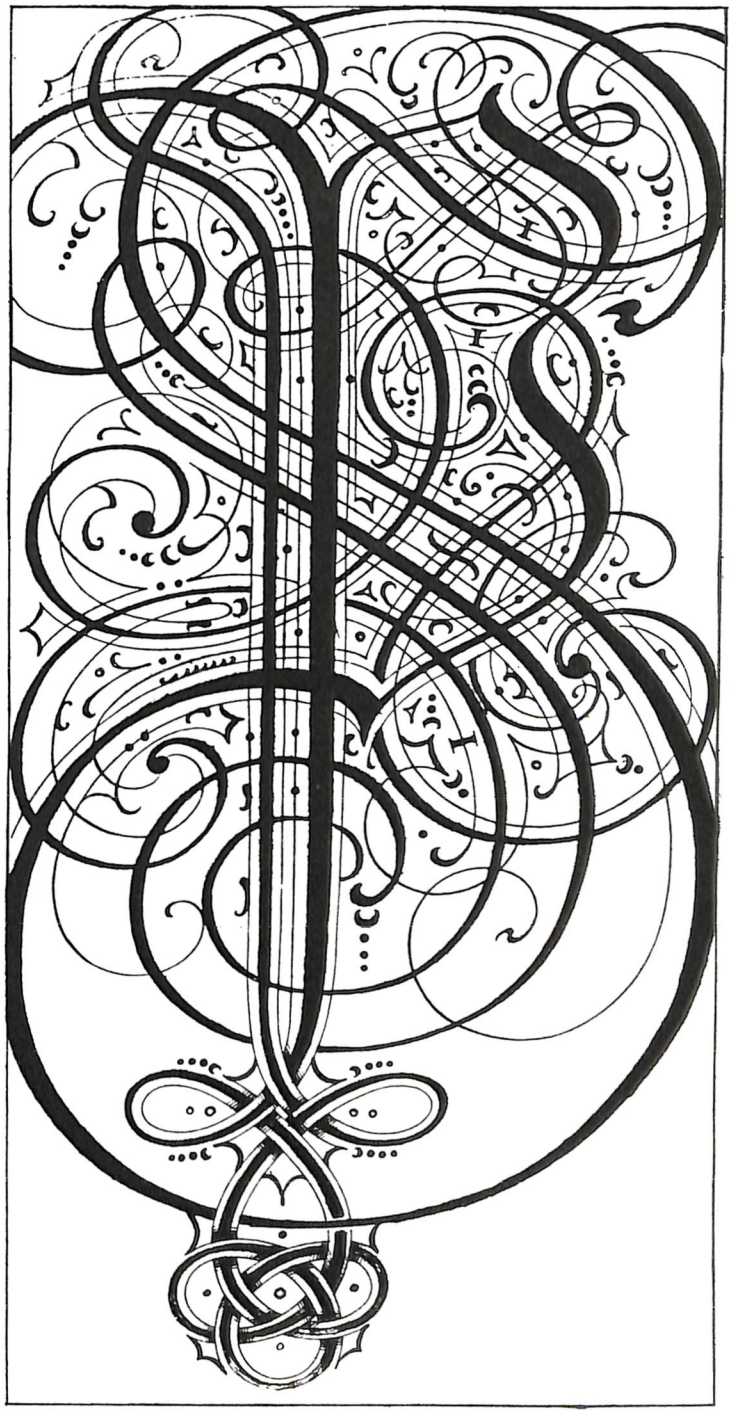
C'est dans l'atelier, la grande manufacture, l'usine que se sont formés les caractères, nouées les amitiés, construites les associations et autres moyens d'entraides, tout comme se sont justement fortifiés les antagonismes et les déterminations. Dans les cabarets, tripots, cafés, dans les rues des quartiers populaires, au moment des grèves ou sur les barricades, se sont produits les rencontres, les projets, les paris sur lesquels s'édifiaient « la communauté du dialogue et le jeu avec le temps ». Le droit de se réunir, de se coaliser contre un patron ou de s'associer pour comprendre ses intérêts et les défendre par tous les moyens — la légalité n'étant ici comme ailleurs qu'une transcription « gelée » d'un rapport de force qui n'est jamais définitivement acquis —, ce droit a été conquis à travers des luttes qui ont toutes placé l'« épicentre du renversement » dans le travail.

Résoudre les contradictions entre de grandes concentrations locales de main-d'œuvre et les exigences sans bornes de la productivité marchande, tel est le but des dirigeants de la société lorsqu'ils entreprennent un redéploiement et une nouvelle organisation mondiale du travail. Les mécanismes du marché transforment l'appareil de production selon la logique même de leur démesure qui vise à réinsérer, après tri et sélection, les travailleurs *isolés ensemble* dans la pesante flexibilité d'ensembles intégrés de machines fonctionnant selon les finalités d'une organisation *délocalisée* qui leur échappe entièrement. Sur de telles bases, tous les modes d'association

et de lutte tendent à disparaître et, avec ceux-ci, les formes de conscience, de communication vécue et de solidarité de classe qu'ils ont construites.

Mais les vieux rapports d'exploitation n'ont pas disparu pour autant ; ils se raffermissent par le cumul de tares anciennes et modernes. En l'absence provisoire d'une communauté de lutte et de conscience, l'organisation concurrentielle du marché du travail cherche à combiner gains de rendement et venue dans le salariat d'énormes masses issues d'anciens modes de servitude. Avec la baisse des salaires comme celle de la combativité ouvrière, les profits des propriétaires de l'économie augmentent et sa modernisation s'intensifie, rejetant au-dehors une quantité accrue de personnes usées, déclassées, livrées à la misère et à ses habituels palliatifs qui vont de la création d'emplois factices, payés en dessous de la reconstitution de la force de travail, au chômage de longue durée, à l'assistance publique, aux hôpitaux, aux prisons. Et l'on voit se développer les comportements d'époques de régression sociale que l'on croyait disparus, où l'individualisme forcené, complément de la stérilité collective, affiche résignation, apathie, cynisme, compétition insensée et diverses formes de darwinisme social, servant tantôt de somnifère, tantôt de soupape aux rancœurs accumulées.

Aucun mensonge attaqué ne peut être détruit sans retour ni aucune vérité prouvée à jamais. Là où s'efface toute communauté autre que celle basée sur l'appartenance marchande réapparaît comme ersatz l'idée de « nation » et de « nationalité » développée avec l'État moderne et son économie guerrière. Après les fulgurants progrès réalisés dans les techniques de destruction des hommes et de leurs œuvres au cours des successifs conflits mondiaux et génocides d'accompagnement, on aurait pu croire que l'idéologie de la « nation » cesserait pour un temps d'accaparer l'histoire de l'humanité.



Il y a encore quelques décades, la plus grande part de ce qui est désigné de nos jours sous le nom d'« immigrés » était revendiquée sous le vocable de « Français à part entière » par les derniers défenseurs de formes désuètes de colonialisme. Maintenant la conscience historique s'est abâtardie jusqu'à ce point de confusion où la défense de ces immigrés s'assimile à celle d'une gauche dont le programme d'émancipation s'est réduit à égaliser la « digne exploitation » des travailleurs par cette économie qu'elle est devenue fière de gérer. Aucun patron privé ou public, de gauche ou de droite, n'est cependant prêt à s'étendre sur les étranges raisons qui poussent ces gens à quitter leur pays d'origine, comme sur celles de l'État qui organise ce trafic lucratif, devenu en un siècle une des bases de l'économie française. Et l'existence de flux migratoires, maintenant dénoncée par ceux-là mêmes qui rêvent d'ajouter à leur premier capital de négrier un second profit électoral, en exploitant ceux que divise une âpre concurrence sur le marché du travail, sert également ceux-ci qui se sont délégués eux-mêmes à la gestion de ces « gisements de main-d'œuvre » pour mieux faire fonctionner la vieille carcasse économique. Il s'agit de transformer le « travailleur natif » en défenseur jaloux de sa propre misère, comme de faire de l'immigré un électeur.

Cependant les uns comme les autres entretiennent avec les pays fournisseurs de consistants liens de connivence. Pour les dirigeants de l'économie dominée, le flot des partants joue le même rôle de régulation politique et démographique que la guerre ou les anciennes techniques d'implantations coloniales ; tout en offrant à la population locale l'espoir d'une échappée au-delà du quotidien de régimes qui sinon n'en offriraient aucune. Quant au pays importateur, non seulement il bénéficie d'une réduction sensible du coût global de la force de travail, mais une partie des salaires versés et transférés permet de vendre en périphérie les produits de l'économie centrale — de l'usine de pacotille clefs en main aux habituels surplus alimentaires et pharmaceutiques invendables sur leurs lieux de production. Quant au migrant lui-même, isolé du reste des travailleurs par des lois d'exception et des rapports d'exclusion, il doit travailler plus dur et plus intensément pour se procurer en fin de compte les mêmes voitures, les mêmes téléviseurs, les mêmes logements quoique souvent en des lieux précisément circonscrits. Il fera même quelques apparitions périodiques dans son ancien village, n'osant que rarement mentionner ce qu'il a trouvé de mauvais là-bas, tout comme il a fui ce qu'il y avait d'insupportable ici. Mais il en sait trop pour être réintégré dans son pays d'origine qui ne l'accepte désormais plus que comme touriste.

Dans la grande masse des appelés, seul un petit nombre d'élus parviennent à épargner assez pour reproduire à leur compte les comportements de ceux qui les ont employés. Ils engrangeront dans le fonds d'épicerie, le restaurant, l'atelier de confection ou la pompe à essence, le dur labeur d'une existence de privations accumulées. Quelques-uns rêvent de se transformer à leur tour en trafiquants d'une main-d'œuvre qu'ils connaissent tout compte fait mieux que personne.

Mais pour la plupart il n'y a point de havre ni de retour possible. Tout au plus un simple maintien provisoire dans des lieux et tâches réservés. Contraints de se taire pour garder leurs emplois précaires, parfois menacés par d'autres plus fraîchement convoyés, oubliés dans leur contrée d'origine, *plus déracinés à la deuxième génération qu'à la première,* il leur est difficile de reconnaître leur condition de classe quand les vexations et les menaces policières les poussent, en l'absence d'une perspective révolutionnaire, vers l'abject extrémisme religieux ou le dégoûtant œcuménisme d'une intégration dont personne ne songe plus à demander à quoi. Ils se trouvent face à d'autres, guère

mieux nantis, mais dont on a su moduler la misère ; et l'on sait que ce différentiel de servitude permet d'entretenir le fiel envieux et les complexes de supériorité pour mieux diviser la masse des exploités. De sorte que le spectacle du malheur des uns permet de conforter celui du prétendu bonheur des autres.

S'il a pu échapper aux arguments expéditifs des troupes ouvertement racistes, le migrant « insatisfait » ou ses enfants inassimilés par les valeurs morales d'une société d'exclusion devra faire face aux offensives également persuasives des fervents de l'organisation « humanisée » du pouvoir. Avec l'étrange question de la « recherche d'identité » — qui commence d'ailleurs par la quête de la misérable carte du même nom — le travailleur migrant est progressivement convaincu, par la rumeur de l'opinion informe fabriquée par les spécialistes de la soumission, du caractère irréductible de sa nature, *non pas de prolétaire,* mais de celle qui revêt pour la circonstance le costume de nationalismes et de croyances religieuses ressuscités par les serviteurs ethnologisés de la culture ou expédiés des pays d'origine par leurs chefs pour les commodités du maintien de leur régime.

Ce besoin maladif d'identité, d'intégration à l'un quelconque des modèles de soumission à un système social qui n'a rien d'autre à promettre, constitue une source de malheurs commune à tous ces *déracinés de l'histoire,* de l'immigré sans retour en mal d'origine à tous leurs conseillers en servitude volontaire, eux-mêmes mal dans leur peau — de bonne couleur dans ces cas-là. Chargés de surveiller ceux qu'ils croient être plus dépossédés qu'eux, ces employés au maintien diffus de l'ordre existant se soulagent de leur dose quotidienne d'oppression en s'efforçant d'inculquer jusque dans les ghettos leur propre mal d'existence. Cette maladie de l'identification, qui sévit dans tous les pays secoués par les accès de fièvre de l'économie, n'est qu'un aspect d'un syndrome plus général de refus schizophrénique de la contradiction, de cette haine pour la dialectique des forces de la vie que produisent les bas moments de reflux historique.

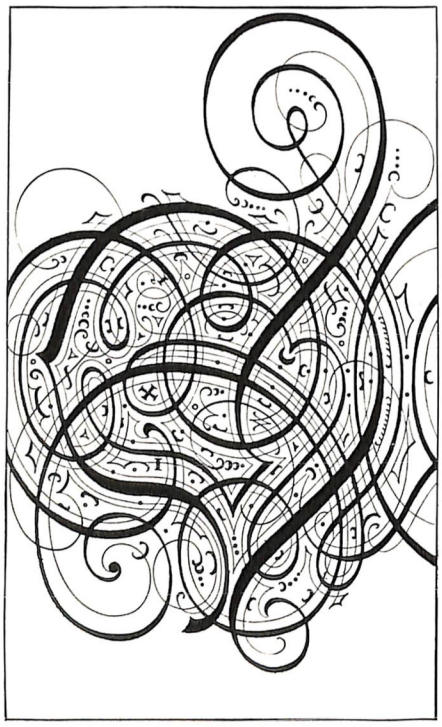
Pour ceux qui auraient quelque difficulté à s'identifier au rôle de bon nègre, d'authentique maghrébin, de souriant chinois — et bientôt de fidèle parichien (voir l'article *Aboiement*) — les nouveaux parcs d'attraction de la culture mondiale proposent une parcelle de terrain pour que s'exercent leurs capacités à simuler des comportements joyeusement primitifs : trépidations d'enfants, transes électronisées, incantations de couloir de métro conduisant vers les nouvelles frontières d'une convivialité d'asile, phénomène fort recherché dans ce qui remplace, de nos jours, fêtes populaires, affrontements politiques, grèves, émeutes. On a d'ailleurs pu remarquer certains surdoués de cette intégration dernier cri à ces récentes kermesses conçues par les nouveaux présentateurs du pouvoir, de la vieille salle de la Mutualité aux H.L.M. de La Courneuve en passant par la place de la Concorde. La guillotine de la place de la Révolution a fait place aux surprises-parties politiques et autres « prestations médiatiques » pour « manifestants-spectateurs ».

Une politique plus que centenaire de contrôle de la composition ethnique du prolétariat a permis en fin de compte de ruiner les anciennes concessions faites à la concurrence loyalisée du pouvoir syndical, désormais contourné et principalement polarisé sur le secteur des « nationaux du travail ». Le *melting pot* du salariat découvre alors en cette fin de siècle les nouvelles catégories de l'emploi du temps de la non-vie : fonctionnaire à perpétuité, embauché à durée déterminée, débauché à durée indéterminée, « travailleur d'intérêt général », futur extaulard, « travailleur d'utilité collective », ex-jeune désœuvré, intérimaire, clandestin, petit français de souche ou assimilé, expulsé.

Voici poindre les protagonistes de cette prétendue communauté mondiale qui vise à ressusciter les anciens liens dissous par leur mise au plus bas commun dénominateur de la fausse conscience. Refoulé par les vigiles de la société de classes, le désir de différenciation qualitative se renverse en *racisme*, illusoire délire protecteur de corps sociaux définitivement décomposés.

De ce qui précède, le lecteur aura compris que l'abâtardissement dont nous parlons ne peut être entendu dans le sens d'un enrichissement de l'espèce, mais évoque davantage les dégoûtantes manipulations auxquelles s'emploient les valets de l'entreprise de production du *novhomme*, ce mutant que doivent satisfaire toutes les délices du spectacle marchand. L'aspect heureusement bâtard du peuplement de l'Europe, tout ce potentiel d'obstination historique dans les confrontations et les croisements divers autour de cette Méditerranée — mer intérieure qui n'est plus que l'égout de ce qui se décompose à son pourtour —, tout cela a du mal à résister aux récents assauts de la démence marchande.

Ce qui se retrouvera de richesse historique le sera en renouant avec un tel abâtardissement contre toutes les frontières et tous les États. Ce n'est pas avec leurs origines « maghrébines » que les jeunes de la cité de transit « Gutenberg » de Nanterre ont renoué quand ils découvrirent le rôle d'« éducateurs à la gomme et de petits bouffons » (tract cité dans *le Monde*, 3 mars 1983) qu'on voulait leur faire jouer. En place de « l'insertion socio-éducative et culturelle des familles » de la cité de réclusion où on les avait parqués, ils ont choisi, en saccageant leurs propres locaux, « de ne plus être les animateurs de la misère » (*ibidem*) de cette société de ségrégation et d'exclusion en tout genre. Ce n'est pas non plus aux cendres définitivement refroidies du foyer de la famille bourgeoise, ni aux risibles organes informatisés du travailleur reconverti, que réussiront à s'intégrer les nouveaux barbares, qui ne sont pas à la périphérie de cette décadence, mais en son centre. Là où certains ne voient que rebut, nous apercevons ce réservoir d'illégitimité qui préserve les peuples de la déchéance.



ABATTAGE

*Une maison d'*abattage *est une « maison de prostitution où l'on admet des clients de qualité inférieure, qui, par contre, n'ont pas le droit de se montrer exigeants. Dans les maisons closes des quartiers populaires, l'abattage se pratiquait surtout le samedi, dimanche et même en semaine entre la fin du repas de midi et la reprise du travail ; c'était du travail en série ».* (L'Argot du milieu, *Jean Lacassagne, 1948.*)

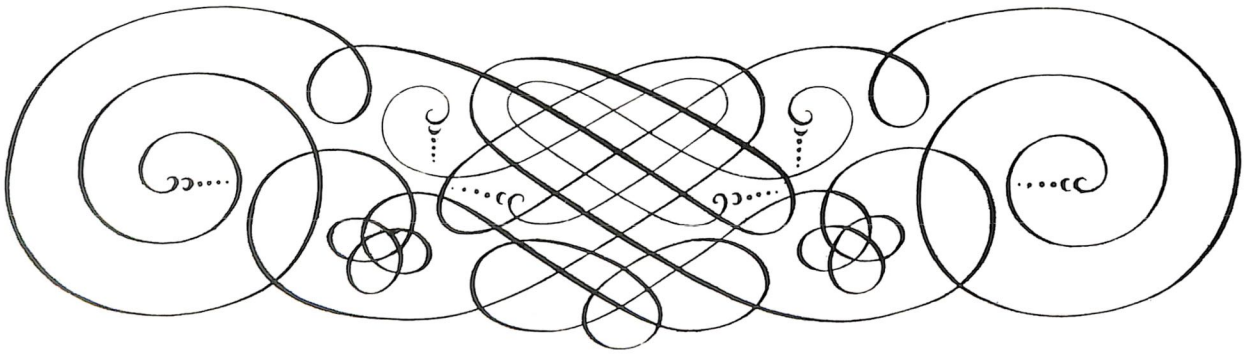
Travail en série pour clients de qualité inférieure, voilà qui caractérise à merveille le grand dessein « Banlieues 89 », du nom de ce que doivent devenir les villes françaises au bicentenaire de l'avènement de l'ordre bourgeois, qui doit clore un septennat aussi riche en projets heureusement avortés (on songe à cette terrifiante exposition universelle à laquelle nous avons échappé) qu'en monstruosités malheureusement portées à leur terme, de la Villette au nouveau Louvre. Mais s'il s'agit toujours de la même boursouflure étatique, qui pour conjurer le prévisible oubli qui l'attend veut continuer d'inscrire sa nullité de béton dans le paysage, cette fois l'ambition sociale du projet a réquisitionné toutes les bonnes volontés qui s'ignoraient encore. Car l'enjeu est d'importance entre pieuvre étatique et sangsues municipales qui se disputent les mêmes déchets suburbains voués au cycle sans fin de la construction, destruction, réhabilitation. Quiconque a déjà vu une banlieue ne peut que souhaiter sa disparition. Cette conclusion du bon sens se heurte cependant comme tant d'autres à quelques obstacles qui représentent des intérêts tout à fait opposés. Et plus la défense de tels intérêts devient insoutenable, plus l'artillerie du discours idéologique doit assommer le malheureux citoyen. Concentrant toutes les chimères réformistes d'un siècle qui en fut prolixe, mais dans un nouveau langage, ce projet a d'ores et déjà réussi sur le seul point où il le pouvait : celui de la pollution intellectuelle. Rarement en effet l'illusion et le mensonge s'étaient émancipés à ce point de la plus simple réalité, sans même plus afficher aucune prétention de convaincre. Car ce « petit commando d'urbanistes progressant à coups de machettes » (*Libération*, 7 et 8 décembre 1985), dont l'audacieuse mission est de fabriquer « cette intégrale du paysage (qui) devient le cadre à inventer l'hédonisme de la culture urbaine contemporaine » (« Les Envois de Banlieues 89 », *Architecture, Mouvement, Continuité*, décembre 1984), n'a évidemment que le bluff comme présent et l'arnaque pour avenir.

Dans ces lambeaux suburbains, édifiés par les forces de l'absence historique qui composent le paysage de l'isolement, les 218 projets en miettes de « Banlieues 89 » affichent la délirante prétention de « créer la vie là où il n'y en avait pas du tout » et de « donner des raisons aux bourgeois du seizième d'aller à La Courneuve, changer jusqu'aux mots, fabriquer des théâtres plutôt que des maisons de Jeunes et de la Culture et distribuer du luxe » (*le Monde*, 17 février 1985). Plus prosaïquement il s'agit de bien autre chose : « fabriquer la ville autour des transports », « avec le métro », « autour d'une gare », « réconcilier la route et la ville » etc. : voilà ce que proclament les haut-parleurs de ce cirque de l'urbanisme d'État qui sillonne le pays en promenant « ses B.D. géantes qui racontent la mort colorée des banlieues et le début de leur résurrection » dans le paradis des animateurs de la marchandise pré-délinquante. « Il ne s'agit pas de faire la banlieue comme la ville, il s'agit

tout simplement de faire la ville » nous affirme sans rire un Roland Castro dans *la Revue de l'habitat social* d'avril 1984, et pour illustrer la rigueur intellectuelle qui préside à cette entreprise, ce Coluche qui aurait rencontré Lacan, comme a pu le qualifier un journaliste quelconque, nous prévient : « Un projet Banlieues 89 est un scénario pertinent dont on n'a pas *a priori* à juger de l'esthétique ou de l'architecture. »

Pour plus de précisions sur les objectifs de cette nouvelle entreprise interurbaine de nettoyage où se presse l'arrivisme un peu refroidi de quelques spectateurs de 1968, écoutons quelques instants le concert des slogans municipaux que cette même revue présente comme « un beau rassemblement de talents et d'énergies » : « Des miroirs dans le béton » (Saint-Herblain), « De friche en friche » (Issy-les-Moulineaux), « Les bosquets respirent » (Montfermeil), « Sauver la Z.U.P. » (Alençon), « Entre centre et absence » (Pau), « Enfin la ville radieuse » (Lorient), « À la rencontre d'un nouveau monde » (Denain), « À l'assaut » (Sarcelles), « La Redoute de la communication » (Roubaix), « Une image redevient propre » (Elbeuf), « le TGV arrive » (Saint-Pierre-des-Corps), « Remparts sur l'autoroute » (Bagnolet), « Vivre au paradis » (Fontenay-aux-Roses), « La ville fait peau neuve » (Trappes), « Clic-clac la banlieue » (Bièvres), « Travailler avec l'oubli » (non localisé), etc.

Devant un tel foisonnement d'idées on comprend *l'intérêt* d'un Mitterrand pour « ce puissant mouvement qui changera la relation entre la ville et l'homme et qui donc, enfin, bâtira les structures de la civilisation urbaine ». « On peut à travers ces projets voir exactement ce que peut être le siècle prochain. (...) J'ai approuvé l'idée initiale, mais je compte bien en suivre de près la réalisation. Passer du projet à la réalité. Tout cela dans une conception du rôle de l'État, du gouvernement et spécialement du ministère de l'Urbanisme et du Logement » (François Mitterrand, *ibidem*). Et, comme nous le rappellent les experts d'un Conseil Économique et Social, « la laideur elle-même, si elle est irrémédiable, pourrait être moins triste et prendre de la couleur ». (« La Qualité de la vie dans les banlieues des grandes villes », *Journal officiel de la République française*, 17 décembre 1983.)



ABBÉ

La présente régression historique, qui partout améliore ce qui était mauvais par le seul moyen à sa portée, c'est-à-dire en produisant pire, va par exemple jusqu'à faire naître quelque sentiment de sympathie pour un abbé, *quand il est polonais et qu'en cachant des armes qui avaient servi à tuer un milicien, il se montre plus proche des valeurs de la conscience historique que de celles de la morale chrétienne. Le stalinisme se trouve ainsi avoir redonné une certaine actualité à la remarque de Montesquieu selon laquelle le pouvoir du clergé, « dangereux dans une république », est une « barrière toujours bonne lorsqu'il n'y en a point d'autre : car, comme le despotisme cause à la nature humaine des maux effroyables, le mal même qui le limite est un bien ».*

En d'autres temps, il est parfois arrivé que des curés fassent preuve d'une humanité estimable. Ce n'était cependant pas, comme en Pologne, parce qu'en restant attachés au passé ils s'opposaient à un absolutisme idéologique plus puissant, mais au contraire parce qu'en se détachant du passé ils combattaient l'absolutisme de l'explication religieuse du monde. Sans parler du fameux curé Meslier, il y a par exemple l'abbé Raynal, qui signa l'*Histoire philosophique et politique des deux Indes*, pour laquelle Diderot écrivit de belles pages appelant au soulèvement des colonisés. Mais c'est Condillac, frère d'un autre turbulent abbé, Mably, qui nous intéresse ici. Il est surtout connu par le *Traité des sensations*, et par la statue qu'il y décrit, s'humanisant progressivement par l'usage des sens dont il la dote : « Le jugement, la réflexion, les désirs, les passions, etc., ne sont que la sensation même qui se transforme différemment. » Bref, les sens nous instruisent, la mémoire et le langage font le reste.

Je suis odeur de rose, d'œillet, de jonquille ou de violette : voici que la statue de l'habile abbé commence à sentir et à s'animer peu à peu devant nous, capable d'attention, de plaisir, de douleur, de mémoire. La voilà qui compare, juge, s'étonne, imagine et laisse fermenter en elle ce monde des sensations où naissent goûts, penchants, inclinations, répugnances, haines. L'artifice de la statue servait, par transposition, à mieux reconstruire la genèse d'une conscience, débarrassée de cette empêcheuse de penser pour de bon qu'est la religion, en quête de sa raison et de la pleine expression de ses facultés créatrices. La démonstration de Condillac était une simplification géniale, comme il en faut aux époques de transformation qui cherchent à se formuler leur programme et leur idée du bonheur. À cette simplification, Marx donna le dépassement qui s'imposait, vers une complexité supérieure, en affirmant dialectiquement que si les hommes sont le produit des conditions, il s'agit de produire des conditions humaines. Ce magnifique projet n'étant toujours pas réalisé, les conditions inhumaines qui continuent de prévaloir se renforcent au point qu'il pourrait parfois sembler que tout ce qui s'élabore à partir d'elles, comme mémoire et comme langage, ne fasse qu'épaissir l'inconscience. Un tel découragement, parfois sincère, a sa version récupérée dans les déplorations d'intellectuels faussement nostalgiques de ce qu'ils n'ont jamais connu ni défendu, mais qui ont effectivement quelques raisons, en tant que spécialistes de l'expression écrite, de craindre la mise au chômage technique ou la retraite

anticipée. « Ma vieille belle langue solide et pertinente a perdu sa puissance au profit des sciences, a laissé son charme et ses enchantements aux entreprises géantes d'information et de spectacle, laisse son dit à ceux qui dictent le fait », écrit ainsi le mou et faux Serres après s'être traîné pendant 380 pages (dont le titre suggère qu'elles portent sur *les Cinq sens*) le long des rails en mou de veau d'un *novlangue* filandreux dont nulle impertinence jamais ne troue les brumes (cet agrégat approximatif de mou et de brumeux donne une juste idée de la consistance poisseuse de ses métaphores prudhommesques).

Pourtant, quoique aujourd'hui l'odeur de leur propre putréfaction soit si bien montée à la tête des menteurs que littéralement *ils ne se sentent plus*, ce qui s'élabore encore et toujours à partir de conditions inhumaines, ce n'est pas seulement la mémoire stéréotypée des sensations manipulées, le langage truqué de l'approbation, avec tous les codes spécialisés du *fonctionnement* dans la soumission aux choses ; c'est aussi, invisible dans la lumière aveuglante du spectacle, tout ce qui s'élabore *contre elles,* les passions du refus, le dégoût et le mépris pour ce qui existe, la communication qui cherche son langage dans une telle expérience. C'est là qu'est le négatif, c'est là qu'il faut penser, et reconstruire intelligence et sensibilité. Le fait qu'aucune négation réelle n'apparaisse plus dans une culture où les couches successives de falsifications se superposent en épaississant le mépris pour la vérité, ce fait n'est pas pour nous décourager, au contraire : une aussi parfaite autonomisation du mensonge ne laisse pas d'être d'assez mauvais augure pour la classe au pouvoir, qui doit bien d'une manière ou d'une autre gérer la réalité, et a besoin pour cela d'un minimum de connaissances exactes (ne serait-ce que sur ce qu'elle doit combattre). Quand nous voyons par exemple, pour rester sur le terrain de ce qui aurait été appelé autrefois « lutte dans la culture », un livre qui se prétend une critique de la « Pensée 68 » s'attaquer exclusivement à de plats fonctionnaires et récupérateurs qui n'eurent pas la moindre importance, même comme faussaires, à cette époque, cela nous est seulement une nouvelle occasion de constater que dans le spectacle le mensonge se développant pour lui-même a perdu tout lien contradictoire avec la vérité et approche du point où son offensive se perdra dans une complète irréalité.

Nous pouvons donc considérer froidement, comme une vérification supplémentaire de nos thèses, le fait qu'au moment où la production marchande déclare aussi franchement son indépendance par rapport au jugement humain, on ne peut esquiver le négatif sans perdre du même coup la simple capacité à construire sa conscience à partir de ses sensations. Qui craint de ressentir pleinement et d'affirmer le dégoût horrifié qui est normalement celui de tout esprit sain devant les réalités de la vie présente est condamné, psychologiquement et physiquement, à ce « constant état de maladie non déclarée franchement » (voir l'article *Abatage*) qui est à l'heure actuelle la meilleure définition d'une société toujours plus dépendante de sa pharmacopée d'illusions ; et qui a d'ailleurs justement inventé le concept de « maladie inapparente » pour nommer l'innommable quand elle doit constater la brutale manifestation de symptômes inconnus, révélant un dysfonctionnement profond. L'anesthésie des sensations, seule adaptation possible à un environnement constitué de matériaux qui sont avant tout de l'abstraction marchande matérialisée (plastiques, bétons, etc.), renvoie à la grossièreté des conditionnements de la vue et de l'ouïe par les *stimuli* de l'abrutissement obligatoire, comme l'accoutumance aux drogues renvoie à l'augmentation des doses. Il s'agit là d'un processus inverse à celui d'élargissement de la sensibilité, d'affinement des goûts et de construction du jugement imaginé par Condillac : il faudrait reprendre dans le détail sa démonstration

pour décrire comment le recul général de la sensualité va effectivement de pair avec celui de la lucidité intellectuelle. C'est d'ailleurs ce que nous ferons (voir l'article *Abrutissement*).

En attendant, remarquons seulement que tout cela n'empêche pas mais au contraire relance indéfiniment les sempiternels truquages à la sensibilité, à l'humain, à l'immédiat et à ses prétendus plaisirs. L'anti-intellectualisme ainsi affiché périodiquement n'est qu'un symptôme de plus de l'incurable maladie d'une culture confiée aux services étatiques de réanimation, une hideuse simulation par laquelle l'impuissance intellectuelle voudrait se faire passer pour une capacité à vivre et, pourquoi pas, à jouir de la vie. À l'avant-garde de la démission, Vaneigem avait jadis commis un *Livre des plaisirs* où sa hargne contre ceux qu'il appelait les « hommes du refus » cherchait à s'appuyer sur la positivité des jouissances permises : il mentait donc sur ce qu'il acceptait comme sur ce qu'il refusait. Ce sensualisme de pacotille a depuis eu les continuateurs qu'il méritait, parmi lesquels il convient de mentionner le « directeur de collection » du Vaneigem dernière manière, le besogneux Bercoff, qui, quand il n'est pas éditorialiste à *Penthouse* ou pigiste à *Actuel*, s'efforce de confectionner un nouveau credo de la non-pensée, quelque chose d'aussi improbable qu'un mysticisme de la seconde nature technologique où le déferlement des *stimuli* tiendrait lieu de « sentiment océanique ». À quelque distance de ces poissons pourris roulés dans la panade de la culture surgelée, au rayon épicerie fine de la falsification, il y a, pour les jobards soi-disant raffinés, ce fade et faux Serres dont, après avoir affirmé que son confusionnisme sans rivages « efface les frontières entre littérature, poésie et philosophie », un bonimenteur du presque-rien qui fait le trop-tard philosophique écrit, dans une intention apparemment élogieuse, que dès ses débuts il « était à la philosophie ce que le Canada Dry était à l'alcool » (Robert Maggiori, *Libération*, 25 novembre 1985). On ne saurait mieux dire, et faire comprendre que quand cette boisson sans alcool, ce penseur sans concept, célèbre « les noces du corps et de l'entendement », le résultat est à la sensualité ce que le Club Méditerranée est au voyage.

Le coup de bluff est encore une fois un peu gros : se dire bien revenu de la pensée abstraite pour faire croire que l'on y est allé. Le maladroit et faux Serres prétend verbeusement se débarrasser du langage car « celui-ci anesthésie les cinq sens ». Le sien, en tout cas, anesthésierait sans doute définivement un lecteur qui aurait l'imprudence de le lire d'un bout à l'autre. Si cette logorrhée a quelque rapport avec la poésie, c'est au sens du mot de Rivarol : de la prose où les vers se sont mis. Poétoque et proustique, traînée de bave professorale où la dissolution de la syntaxe exprime fidèlement la liquéfaction de la pensée (ça n'avance pas), ce livre réalise l'ambition d'être musical en ceci que l'informe y est le fond. Pour faire justice d'une telle mélasse, il suffirait du point de vue critique d'un Benda, auquel manquait certes la dialectique, la fluidification des concepts par l'intelligence historique, mais qui au moins s'appliquait à combattre, à partir d'un rationalisme laïque plein de bon sens à défaut d'autre chose, cette inconsistance gluante déguisée en pensée du mouvant dont le bergsonisme a été le plus calamiteux exemple. L'analyse de Benda *(La France byzantine)*, si elle montrait son incapacité à comprendre le moment négatif de la fin de la poésie (Mallarmé, les dadaïstes) et l'importance du surréalisme comme tentative de renverser la destruction du langage poétique conventionnel en projet de communication dans une poésie généralisée, vécue, touchait cependant juste quant à nombre de facilités et d'illusions : qu'il s'agisse par exemple des prétendues richesses de l'inconscient captées par l'écriture automatique ou des fastidieux tours de bonneteau d'un Valéry. On pourrait

encore parler de la suppression des articulations du raisonnement, effet esthétique propre à entourer de mystère n'importe quelle sottise, ou de l'indétermination systématique (avec éventuellement l'alibi « théorique » des découvertes de la science moderne), de la dérobade devant toute affirmation ou jugement cohérent au nom de la mobilité et de la « vie », de la religion de l'ineffable ou du culte de l'imprécision, etc. : tous ces symptômes se retrouvent, considérablement aggravés, dans la décomposition intellectuelle contemporaine. Mais surtout, ce qui avait encore assez généralement, au début de ce siècle, un sens d'avant-garde, comme protestation contre les catégories figées d'une pensée et d'un mode de vie bourgeois alors bien solides, n'est plus aujourd'hui que glorification des misérables miracles d'une subjectivité *dépossédée*, conformisme d'une vie quotidienne réellement dissoute dans la circulation à travers les conditionnements du pouvoir, abandonnée à une disponibilité infantile dès lors que l'arbitraire s'est retranché dans les machines de la domination sociale bureaucratisée. C'est en ceci qu'une nullité comme Serres, valorisant les « sensations » contre la pensée, est bien de son temps et mérite une espèce de succès auprès de ceux qui sont incapables de construire leur pensée à partir de leurs sensations. Après avoir vitupéré la dialectique, avec des arguments qui lui auraient sans doute interdit par le passé de franchir l'épreuve du baccalauréat (« Comme la bataille ne produit que la bataille, la dialectique se réduit au principe d'identité, à la répétition, à l'information nulle »), ce pacifique professeur, dont on peut imaginer les trouvailles comme philosophe des sciences à partir de semblables bases épistémologiques, délivre finalement, à l'avant-dernière page, le message qui est le seul contenu discernable de son ouvrage : « La mémoire et le langage se libèrent. La première, par machines et réseaux, nous n'écrirons plus de thèses. Nous allons penser, directement, allègres, allégés des références déposées à la banque, hors du texte, hors du corps, exactement hors sujet. » Attention, il va penser ! La liberté de pensée, c'est ce qui reste quand on a tout abandonné aux « machines et réseaux ».

Il est certain que l'on peut s'en remettre à un ordinateur branché sur une banque de données pour écrire une thèse de doctorat d'État aujourd'hui très présentable, selon les critères en vigueur. Mais il faut un langage libéré de toute obligation vis-à-vis du sens des mots pour parler de libération de la mémoire à propos des ordinateurs. La liberté dont la prose de ce Serres vil est un si pitoyable exemple, nous la voyons à l'œuvre à plus vaste échelle dans le spectacle, où chacun peut mentir sans temps mort et déraisonner sans entraves ; Fabius promettre aux Français, comme à des enfants qui veulent tout et tout le contraire, « le risque *et la sécurité* », ou un Vatel de l'abat-faim, néo-cuisinier qui s'adonne à la néo-pensée sans plus de scrupules qu'il n'en a pour gruger ses clients, questionner de mirifique manière : « La cuisson par micro-onde serait-elle aussi en accord avec l'hermétisme occidental de l'alchimie : le feu qui ne brûle pas et que symbolise la salamandre ? » (Alain Sanderens, *le Monde*, 29-30 décembre 1985.) Maintenant que les philosophes pensent comme des marmitons, les cuisiniers philosophent et gardent en tout cas la fonction principale de la plupart des philosophes : cacher l'essentiel de la question réelle, et napper les mots creux de la sauce des sottises du siècle.

Mais la couleur pimpante des petits légumes irradiés et des sophismes au goût du jour ne peut empêcher de voir la disparition tendancielle du *raisonnement*, que provoque celle du *besoin d'argumenter*, dont le monologue spectaculaire s'est à peu près totalement affranchi avec la neutralisation ou l'étouffement de toute opposition réelle. Il y a là comme une espèce de réalisation du surréalisme où l'onirique n'est plus que cauchemar-

L'HUMANITÉ
DIMANCHE PROCHAIN

TELS QUE NOUS SOMMES ENCORE / FÉVRIER 1986

LA SOLUTION FINALE

Le meilleur moyen de rendre un phénomène vraiment recommandable à la multitude, c'est de le lui montrer accompagné de l'utilité. La multitude demande toujours : à quoi cela sert-il ? et il ne faut jamais se trouver dans le cas de lui répondre : à rien ; en l'absence de réponse convaincante, il est hasardeux, comme pour les enfants, de la laisser seule trouver la réponse.

La bourgeoisie, alors que l'appropriation de la nature était encore le fondement principal des sciences, célébrait dans les réussites de celles-ci sa propre réussite et son appropriation du monde. Ainsi peut-on encore admirer aujourd'hui au *Palais de la Découverte* les trouvailles de la physique classique, les académiques beautés de la matière et la puissance humaine au milieu des poussières d'étoiles. Maintenant que la recherche scientifique vise à équiper le déclin d'une civilisation et l'appauvrissement des rapports sociaux, il s'agit pour l'État français d'en finir vite avec ces conceptions académiques et poussiéreuses de l'activité scientifique. Dans la halle aux bœufs de La Villette, en avant-première de l'ouverture d'un *Musée des Sciences et des Techniques* où l'on pourra apprécier par contraste l'impuissance de l'homme face aux monstruosités de la technique devenue autonome, musée érigé là pour essayer d'en finir avec les différents scandales financiers qui ont marqué l'endroit, un *Festival de l'Industrie et de la Technologie* se promet de débarrasser en un hiver la jeunesse de tout le pays des réticences qu'elle pourrait légitimement ressentir, devant la triviale réalité de sa situation, envers l'entreprise capitaliste et l'informatique.

Dans cette foire idéologique où s'étale le spectacle de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers, des convois d'adolescents cyniques et criards, canalisés par des apprentis du même âge contraints à ce Travail Utile au Capitalisme, défilent devant une poignée de robots et des hordes de télécrans au service de la propagande la plus indigente. Au centre de ce hangar cacophonique de la production industrielle moderne, l'on fait savoir par téléphone au visiteur incrédule que Diderot applaudirait à cette déraison, et l'on cite ce passage de l'article « Industrie » de son Encyclopédie : « L'essentiel, c'est de prendre conscience que l'utilisation intensive, libre et ordonnée à la fois des compétences et des connaissances fera toujours et toujours progresser l'humanité (...), pourvu que se soutiennent avec vigueur la pensée et la main. » Le futur travailleur-informaticien ou chômeur informatisé, ne trouvant déjà presque plus dans sa vie pratique de commentaires et d'écrits propres à aiguiser sa pensée, d'outils simples et solides à se mettre sous la main, et de vigueur pour se tenir debout, se retrouvera là à tout moment devant un écran à contempler et des boutons à manipuler. Aujourd'hui on l'y laisse jouer un instant, demain il y travaillera en permanence. Aujourd'hui on lui montre par exemple une machine destinée à écrire à sa place des lettres d'amour « personnalisées », le voulant incapable de trouver par lui-même les mots de ses sentiments. Cette prothèse de l'intelligence vient soutenir avec vigueur des prothèses de l'activité manuelle, comme cette machine exemplaire qui nourrit entièrement et automatiquement des pieds de salade implantés dans une matière artificielle,

se substituant à la fois à la terre et au jardinier. Le produit de ces deux machines est très logiquement le même : feuilles insipides, grossières salades. Mais Philips et Rhône-Poulenc nous font savoir par là comment demain il faudra produire pour eux, et ce qu'il faudra leur acheter ensuite. En conclusion d'un épuisant parcours où est prêchée dans un langage primitif l'adoration de cet objet technique subalterne qu'est l'ordinateur et inculquée l'ignorance par l'asservissement au « langage-machine », une parade nationaliste vient rappeler que la militarisation de l'organisation sociale reste l'indispensable complément de tout ce qui est montré là.

Bien sûr ce spectacle laisse sceptique celui qui n'est pas déjà un fervent partisan du vieux monde cybernétisé. Mais le visiteur, que l'expérience de cette société aura mené à ne plus croire à rien et le manque d'expérience personnelle à croire à n'importe quoi, en est impressionné, et, sollicité, préfère applaudir ; n'ose pas le mépriser et préfère en sourire ; se voit obligé de s'y adapter et préfère le trouver raisonnable ; se voit traité comme un enfant et préfère se mettre à jouer. Ce déchaînement de la propagande étatique vient en son temps. Au moment où la restructuration économique leur semble un succès irréversible, où leurs populations supportent, dans le silence, et des conditions matérielles pires qu'il y a vingt ans et la destruction de la vie sociale, des dirigeants européens triomphants croient voir se dessiner la *solution finale* au vieux problème de l'existence du prolétariat et du mal économique. C'est cette solution finale qui est mise en scène ici : l'automatisation pour la production, les images pour l'esprit, la chimie pour l'estomac, les neuroleptiques pour les soucis, l'informatique pour les jeux et le contrôle de la population, la guerre pour l'aventure. Tandis que l'automatisation du processus de production des biens, nécessaire pour rétablir les profits des entreprises, a entraîné l'informatisation d'un grand nombre d'activités humaines, créant ainsi des « besoins » propres à relancer la consommation, l'aspect rationnel et positif que pourrait contenir la première sert aux promoteurs de cette solution finale à légitimer la seconde, dès l'abord beaucoup plus douteuse. Voilà à quoi s'emploie réellement cette foire. Certes les contradictions inhérentes à cette « révolution informatique » sont déjà là : les T.U.C. sont des manœuvres qui n'ont que des images de synthèse à se mettre sous la dent, les techniciens de l'informatique ne sont que des O.S., et toutes ces machines qui prétendent faciliter la vie domestique ne sont utilisées que pour s'infantiliser, gâcher son temps et compliquer les choses. Mais pendant ce temps se met en place, à l'aide des mêmes machines, mais plus puissantes et plus sérieuses parce qu'elles jouent là leur véritable rôle, un système de production et de contrôle organisant l'isolement et la paralysie de l'individu. Cette mécanisation du comportement humain, cette dégradation de la machine elle-même, cette *termitisation* de l'organisation sociale condamnent définitivement toute idée d'un progrès humain qui ne passerait pas par l'abolition de l'État. Et le nouveau scandale de La Villette, c'est qu'il y est impunément affirmé le contraire.

La dégradation de l'activité scientifique, qui accompagne cette bureaucratisation, fait manifestement la joie de ceux qui ont conçu cette foire, fossoyeurs de la pensée scientifique qui prétendent la porter aux nues dans ce salon de l'enfance attardée. Einstein, certes peu suspect d'esprit critique, mais beaucoup trop philosophe pour eux, a été relégué sous les gradins d'un « théâtre des robots », sous la forme d'un androïde auquel ils font ânonner leur inepte apologie de la régression historique : « Dieu ne joue pas aux dés. » Un silence. « Il était une fois, les machines étaient des souris et les hommes étaient des lions. » Un silence. « Aujourd'hui que c'est le contraire, il était deux fois. »

Il était autrefois, avant Einstein, et bien avant ces cloportes de la falsification, un écrivain anglais Samuel Butler, qui, détournant magistralement Darwin, écrivait ceci : « Même si l'homme devient pour les machines ce que le chien et le chat sont pour nous, il continuera pourtant à vivre et se trouvera probablement mieux à l'état domestique, sous la domination bienfaisante des machines, que dans l'état sauvage où il se trouve actuellement. Nous traitons nos animaux domestiques avec beaucoup de bienveillance. Nous leur donnons tout ce que nous pensons devoir leur faire le plus de bien, et il n'y a pas de doute que notre usage de la viande a augmenté leur bonheur plutôt qu'il ne l'a diminué. De même il y a lieu de croire que les machines nous traiteront avec bienveillance, car leur existence dépendra, pour bien des choses, de la nôtre. Elles nous mèneront avec une verge de fer, mais elles ne nous mangeront pas. Elles n'auront pas seulement besoin de nous pour la reproduction et pour l'éducation de leurs jeunes, mais encore pour être à leurs ordres comme domestiques, pour récolter leur nourriture et la mettre à portée d'elles, et enterrer leurs morts, ou bien pour retravailler leurs membres morts et en faire de nouvelles formes de la vie mécanique. » (*Erewhon.*)

L'ÈRE DE LA FALSIFICATION

Dans un article de 1944, Orwell écrivait : « J'ai ressenti avec une grande force pendant la guerre civile d'Espagne qu'aucune histoire véridique de cette guerre ne serait jamais écrite ni ne pourrait l'être » ; et il ajoutait plus loin : « Le plus effrayant dans le totalitarisme n'est pas qu'il commette des ''atrocités'' mais qu'il détruise la notion même de vérité objective. » Il ne peut plus guère subsister de doute aujourd'hui : ce totalitarisme, avec sa jonction effrayante de l'atrocité et de la destruction de la vérité, est essentiellement celui de la production marchande divaguant hors de tout contrôle ; et les formes locales de domination politique ne font qu'y apporter leurs contributions particulières, pour composer chacune le mensonge dans le style qui lui est propre.

En Inde, « plus grande démocratie du monde », un an après la catastrophe de Bhopal, un enquêteur livre, avec une modestie qui lui vaudra certainement de l'avancement, le résultat de ses investigations : « Dans un siècle, on cherchera encore à savoir ce qui s'est passé exactement. » Mais cette puissance sociale qui a tant de mal à faire la lumière sur la nature exacte de ses activités sait en revanche fort bien employer ses forces à en maquiller les résultats : « ... à la veille du premier anniversaire de la plus grande tragédie industrielle de tous les temps, la ville tente désespérément de faire un brin de toilette. La réfection hâtive des venelles les plus défoncées et l'enlèvement des tonnes d'immondices qui constituent le paysage habituel des riverains ont été ordonnés. Il s'agit de faire bonne figure : la presse internationale sera là en force. » (*Le Monde*, 3 décembre 1985.) Ajoutons que ce « brin de toilette » a été utilement complété par l'arrestation préventive de tous les trublions.

En Pologne, c'est à Plock, centre pétrochimique de cent mille habitants, que la présence dans l'air, le sol et l'eau, de benzopyrène, substance aux effets cancérigènes, est déclarée « inexplicable » par le responsable local de l'environnement, qui ajoute : « La situation est tout à fait catastrophique, car les instituts que nous avons consultés ne connaissent aucune méthode de neutralisation. Il faudrait fermer l'usine, mais c'est impossible. » Ce qui reste tout à fait possible à la bureaucratie, alors que la pollution ravage tout le pays (selon l'Académie des Sciences elle-même, « dans cinq ans, il n'y aura plus d'eau en Pologne » et « 20 % de la flore et 15 % de la faune périront »), c'est de recourir à ses méthodes éprouvées d'inversion policière du réel : le secret sur tout, et l'idéologie sur le reste. Ainsi en Haute-Silésie « le taux d'acidité, qui n'est plus communiqué depuis 1975, constitue un des secrets les mieux gardés du pays » ; ce qui met bien sûr tout à fait à l'aise le président du comité de la protection de l'environnement du parti stalinien pour déclarer : « Notre loi sur la protection de l'environnement, votée en 1980 par la Diète, n'a d'équivalent dans aucun pays du monde. » (*Le Monde*, 5-6 janvier 1986.) On se souvient que la constitution stalinienne de 1936 était déjà « la plus démocratique du monde ».

L'économie constituée en « système parfait de la tromperie institutionnalisée » (Engels) s'est progressivement dotée, depuis qu'elle a inauguré cet « âge de la falsification » dont parlait Lafargue, d'un vaste personnel qualifié dans le truquage et la sophistication intellectuelle. Ces professionnels tombent tout naturellement dans la vieille aliénation des idéologues, qui leur fait prendre leur propre activité pour le moteur de l'histoire réelle ; mais aujourd'hui c'est donc en affirmant sans ambages que la production du mensonge a absorbé tout le réel. Une revue *Autrement*, qui consacre son numéro de janvier 1986 à « L'ère du faux » (il n'y manque pas un Baudrillard), commence ainsi vaillamment son éditorial par ces constatations désabusées : « Nous vivons l'ère du vide. Après la ''mort de Dieu'', il semble que la sacro-sainte vérité elle-même soit, sinon déboulonnée, du moins déplacée, relativisée, remise en cause. Les grands mégalos dogmatiques et leurs charniers nous ont convaincus de la tyrannie de l'utopie et du caractère terroriste de la vérité... » Et après une énumération confusionniste de tout ce que l'on peut *faussement* amalgamer sous le vocable de *faux* (le post-moderne, Coluche, le saint suaire, la télévision, le *look*, les carnets d'Hitler, Orson Welles, la Mère Denis, etc.), ils en concluent à l'illusion enfantine qu'il y aurait à vouloir « démêler le faux du vrai » : « Comme s'il suffisait de retourner le faux comme un gant pour trouver la vérité ! » Comme si cela *n'excédait* pas les compétences de ces chercheurs de reconnaître l'inversion du réel, *et les intérêts précis qui la gouvernent !* Trouver quelque chose dans ce genre *suffirait* à coup sûr pour les mettre au chômage. Voilà bien le « terrorisme de la vérité », les charniers ne sont pas loin. (Voir plus haut.)

En écho à ces proclamations corporatistes de petits artisans du mensonge, le sémioticien Eco, quant à lui employé de diverses multinationales, met en garde, dans sa préface à l'édition française de son livre *La Guerre du faux*, le lecteur « incité à penser qu'on y parle de discours faux qui masquent la réalité des choses. Comme si, en amont de ces analyses de discours faux il y avait, rassurante et débonnaire, une métaphysique de la vérité ». C'est plutôt en effet d'une métaphysique du mensonge qu'il s'agit, car Eco, qui possède pour ce faire une utile formation d'intellectuel catholique (il est d'ailleurs plus cultivé que ne le sont habituellement ses congénères), peut véritablement se poser en docte théologien du ciel spectaculaire : les arguties byzantines à la Barthes sont réorganisées en une apologétique cohérente (il a lu *La Société du Spectacle*) de la providence marchande, dont les décrets doivent être interprétés pour la masse des fidèles. Sous la houlette de ce bon pasteur, nous devrions *apprendre* « à acquérir une certaine conscience critique », et suivre pour cela son exemple de vertu sémiotique : « Je considère de mon devoir politique d'inviter mes lecteurs à adopter face aux discours quotidiens un soupçon permanent... »

Le trafic d'indulgences fournit cependant un moyen plus rapide pour racheter son âme et se déprendre des leurres de ce bas monde : Eco a également réalisé récemment un supplément à *l'Espresso* « destiné à servir de guide à tous ceux — essayiste, romancier, journaliste, chercheur — qui, happés par le désir d'acheter une machine à traitement de texte ou un ''personal computer'', hésiteraient en fonction des performances demandées, entre un Framework, le Display Write 2 IBM ou le ETS 2010 Olivetti » (*Libération*, 23 décembre 1985). Afin d'éviter les affres du doute à ceux qui *soupçonneraient* dans cette propagande pour les machines de l'inintelligence artificielle une vérité « en amont » des discours d'Eco, celui-ci a lui-même confessé comment lui avait été révélée la nécessité du *quiétisme*, quand les voies du spectacle deviennent impénétrables au théologien lui-même (il s'agit des circonstances qui l'ont poussé à fabriquer sa *détective story* médiéviste, *Le Nom de la Rose*) : « J'ai commencé à écrire le jour de l'affaire Moro. C'était peut-être la première fois que, comme intellectuel engagé, on découvrait que l'on ne pouvait rien faire. » (*Libération*, 20-21 août 1983.) Ainsi, au moment où le spectacle a franchi un nouveau seuil dans la grossièreté du mensonge, l'exégète des subtilités de la falsification a considéré de son « devoir politique » de faire au plus vite une retraite : à ce moment, il ne pouvait effectivement « rien faire » sans risquer que son « flair sémiotique » ne compromette

gravement le calme nécessaire à ses recherches. Il eût été imprudent de dire la moindre vérité sur le terrorisme, il valait mieux se pénétrer du caractère terroriste, ou métaphysique, de la vérité.

S'il n'est aujourd'hui aucune vérité qui puisse se soutenir par elle-même, en l'absence de forces pratiques pour établir son existence, il n'est en revanche aucun mensonge qui ne trouve immédiatement des appuis et des partisans. La demande est telle que l'on procède même pour la satisfaire à l'exhumation des plus répugnantes vilenies du passé. Un certain Maurice Paz a ainsi osé récemment un *Auguste Blanqui, révolutionnaire professionnel* dont il fournit la justification en déplorant que « tous les livres consacrés jusqu'ici à Blanqui le présentent sous un jour favorable ». Afin de remédier à cette incongruité, il ne se contente pas de faire, au mépris de toute exactitude historique, l'amalgame entre l'activité de Blanqui et l'entreprise léniniste « qui conduisit à la dictature indéfiniment prolongée d'une caste bureaucratique » : il fouille toutes les poubelles de la calomnie, pour finalement en sortir avec jubilation ce faux notoire qu'est le « document Taschereau », pseudo-révélations de Blanqui au ministre Duchatel, visiblement fabriquées à l'aide de fragments de rapports de police. Le menteur professionnel s'est cependant si bien convaincu par son propre réquisitoire qu'il croit pouvoir donner en annexe la « Justification » publiée par Blanqui lui-même. C'est là spéculer bien imprudemment sur la crédulité du lecteur : ce « fastidieux morceau », véritable gomme à effacer l'immondice humaine, anéantit tout le livre. Les réécritures de l'histoire comme celles de Paz, aussi lamentablement ratées soient-elles, n'en réussissent pas moins à obéir servilement aux nécessités de la falsification présente, qu'assène d'emblée Jeannine Verdès-Leroux dans sa préface : « Cette vie dramatique, amère, gâchée, fait réfléchir sur ceux qui lancent, loin des aspirations des masses, des actions meurtrières, violentes, et sur leurs successeurs qui sont, entre autres, la Bande à Baader et les Brigades rouges. »

La réécriture de l'histoire par des spécialistes de cet acabit n'occupe donc plus désormais qu'une annexe du ministère de la Vérité Médiatique, et toutes ses méthodes sont calquées sur celles des historiens du mensonge immédiat. D'un côté le délai nécessaire pour falsifier doit toujours se raccourcir pour aller vers l'occupation permanente du réel par le mensonge ; de l'autre cette occultation de la vérité dans le présent garantit et permet tous les truquages sur le passé. Un livre confectionné par deux « philosophes » pour démontrer la nullité de ce qu'ils appellent la « Pensée 68 », effectivement assez patente si l'on tient pour ses représentants des Foucault, Derrida, Lacan et autres Bourdieu, affirme ainsi, pour relancer la tarte à la crème de la « distance » nécessaire « par rapport à l'événement », qui suppose « que l'on adopte sur lui un autre point de vue que celui des acteurs eux-mêmes » : « A considérer en effet le devenir de la génération de 1968, l'hypothèse peut se forger que la prétendue brèche a en réalité exercé un puissant pouvoir d'intégration sociale... » Pour comprendre *comment* et *sur qui* s'est exercé ce « puissant pouvoir d'intégration sociale », et quelques autres choses encore sur 1968, il *suffirait* d'adopter le point de vue de *certains* des protagonistes ; mais encore faudrait-il pour cela admettre qu'ils existent. Cela viendra sans doute un jour, et l'on dira alors qu'ils eurent une vie « dramatique, amère, gâchée. » (Voir plus haut.)

Il serait donc presque nécessaire, aujourd'hui, pour trouver quelques vérités objectives sur un tel sujet, de lire un torchon fasciste comme celui qui, sous le titre « Les situationnistes sont de retour », saluait dans notre *Encyclopédie* « une critique acerbe de la société capitaliste », non sans avoir précisé pour commencer que l'Internationale situationniste avait « par sa critique radicale de la société », « largement contribué à l'élaboration de la crise de Mai 68 » (*Rebelle* n° 3, printemps 1985). La violente odeur de pourriture qui se dégage d'une telle publication (ils mélangent également à leur délire de S.A. *punks* du Sorel, du Clausewitz et du tiers-mondisme) empêche cependant de voir dans cette inopinée concession à la vérité autre chose qu'une aberration mentale de plus.

Pour terminer ce bref aperçu sur quelques facettes de la falsification contemporaine, revenons à la guerre d'Espagne et à Orwell. Un raseur rescapé du nouveau roman s'est récemment vu récompenser de son accession à la technique du collage par un prix Nobel. Mais là n'est pas l'important. Il a mélangé dans sa dernière œuvrette des textes d'un de ses ancêtres, général de la Révolution rallié à Napoléon, et des extraits de l'*Hommage à la Catalogne* d'Orwell. Et il s'explique ainsi sur « l'étrange analogie des situations » des deux personnages : « Orwell réagit de même lorsque — après avoir combattu cinq mois sur le front aragonais — il se retrouve à Barcelone, où les communistes, qui exercent désormais un contrôle sur le gouvernement, écrasent la rébellion anarchiste. Mais, lui aussi, il décide de retourner se battre. Il serait facile de poursuivre la comparaison. Après avoir perdu ses illusions, Orwell est tenté, un instant, de gagner les rangs des communistes, qui sont des combattants efficaces » (Claude Simon, *Lettre Internationale* n° 7, hiver 85-86). La possibilité de dire n'importe quoi sans risque d'être démenti, offerte à tous les intellectuels qui travaillent pour le spectacle, nous vaudra sans doute beaucoup de révélations de ce genre : une récente réédition de l'*Anthologie de l'humour noir*, dans la collection de poche *Folio* (des éditions Gallimard), n'arbore-t-elle pas une longue notice introductive, due à l'érudition d'une certaine Nicole Chardaire, où il est impudemment affirmé que Breton aurait adhéré « l'espace d'un matin au Parti communiste, *en 1946* ». On admirera (tant qu'il en est encore temps) cet « espace d'un matin », qui vaut bien l'évanescent « instant » de Claude Simon. Car bientôt de telles précautions oratoires dans la falsification ne seront sans doute plus de mise.

L'année commence bien !

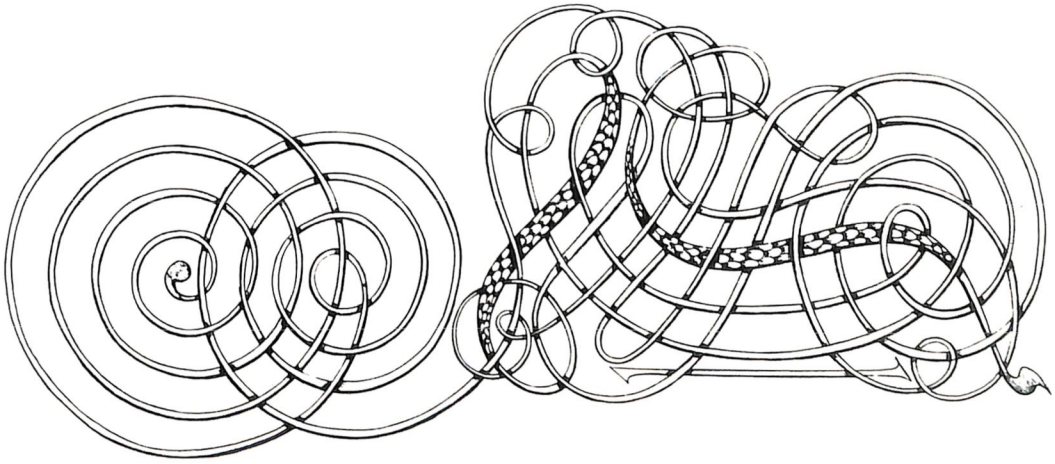
« Certains m'appellent même Dieu, et j'aime ça », déclarait Thierry Sabine, monothéiste du désert sponsorisé et manager de l'aventure ensablée (de Paris à Dakar comme sur la route des week-ends). Le 14 janvier, il a suivi les traces de son modèle : il est mort, en compagnie de quatre autres mercenaires des médias.

MENSAJE PERSONAL

a un lector que desde Barcelona nos manda una carta incompleta, sin remite ni razón alguna : danos a conocer cómo acaba lo que bastante bien empezaste.

desque, « automatisme psychique pur » qui correspond au fonctionnement arbitraire de ce à quoi se réduit aujourd'hui la pensée dominante, formulation automatique d'une domination sans pensée. Et cette dictée de l'inconscient social « en l'absence de tout contrôle exercé par la raison » tend bien « à ruiner définitivement tous les autres mécanismes psychiques et à se substituer à eux dans la résolution des principaux problèmes de la vie » *(Manifeste du surréalisme)*. Ce qui cherche ainsi à devenir *opérationnel*, c'est un véritable dédoublement entre d'une part l'automatisation du langage réifié contre lequel le surréalisme était une protestation, langage plus que jamais soumis au « compartiment étroit qui s'oppose à toute nouvelle entrée en relation des éléments significateurs figés aujourd'hui dans les mots » *(Anthologie de l'humour noir)*, et d'autre part un langage décomposé où aucun critère de vérité ne s'oppose plus aux mises en relation les plus fantaisistes, aux extrapolations les plus abusives, aux amalgames les plus absurdes ; toutes opérations auxquelles sans problème peut d'office être commis Serres, comme n'importe quel aboyeur du néant. Ce dédoublement correspond à des fonctions sociales précises, l'exactitude comptable de la logique formelle restant indispensable à cette société pour gérer sa reproduction perpétuellement élargie, tandis que le langage officiel de la dépossession ne servirait plus aux hommes qu'à bavarder à côté de la question, sans aucune conséquence pratique, « exactement hors sujet ».

C'est là l'aboutissement d'une tendance que la dialectique, toujours elle, avait permis à Marx de discerner *dès 1844*, quand il observait que « l'unique langage intelligible que nous parlions entre nous, c'est celui que nos objets parlent entre eux ». Alors que le langage humain reste sans effet, apparaît comme prière et humiliation à celui qui l'emploie, comme impudence et folie à celui qui l'écoute, « le langage aliéné des valeurs objectives fait figure de dignité humaine justifiée, confiante et sûre d'elle-même ». Cet au-delà prétendument rationnel de la misérable confusion *vécue* trouve aujourd'hui ses prêtres dans la meute des informatichiens et autres experts qui se présentent en intercesseurs avec tout ce à quoi les hommes ont renoncé. Mais de ce nouveau clergé il serait sans doute vain d'attendre qu'il produise un abbé comme Condillac.



ABDELKADER

*Comme pour venger l'affront qu'il lui infligea durant quinze années, en combattant ses troupes avec peu de moyens et dans des conditions nettement défavorables, la France n'a retenu d'*Abdelkader *que le souvenir de sa reddition ; de même qu'elle a prétendu en avoir fait un « ami fidèle ». Si l'oubli de ce personnage peut s'expliquer en partie par le temps, la France officielle nous rappelle aujourd'hui qu'elle a toujours eu la mémoire courte, l'amitié mesquine et la fidélité trompeuse à l'égard de ceux qui l'ont servie loyalement. Et, par exemple, ne se souvient de l'existence des harkis, autres amis fidèles, que le temps d'une campagne électorale.*

De l'injurieux oubli pratiqué par l'ancienne puissance coloniale à l'endroit d'Abdelkader, l'Algérie dite indépendante a très vite fait justice ; mais bien sûr pauvrement, comme tout ce que cette espèce de « nation » entreprend : en lui élevant une statue équestre, d'une facture douteuse, et qu'il a fallu importer. À regarder l'œuvre sur l'une des places les plus populeuses d'Alger, devant le siège du Parti, on ne peut qu'être frappé par sa rigidité, reflet en somme *palpable* de la rigidité du régime qui a cru devoir se glorifier de cette monumentale stupidité pour montrer que lui aussi possédait des « héros historiques ». On raconte par ailleurs que l'élan du cheval est tout de même admirable en ce qu'il montre, dans cette posture, ses couilles à la France et son cul au F.L.N. Propos de mauvaise langue évidemment ; mais qui illustre élégamment quel trait d'union il y a aujourd'hui entre l'ancienne métropole et l'ex-colonie, après les faits sanglants et plus ou moins glorieux qui ont marqué leur histoire commune. Les mots ici ne sont ni excessifs ni vulgaires ; la réalité qu'ils visent est bien pire : elle est excessivement grossière et on ne peut la décrire qu'en lui appliquant les seuls mots qu'elle mérite. Quand ceux qui gouvernent ont à ce point perdu la honte, il est plus honteux encore de leur garder le moindre respect.

Comme Abdelkader est incomparablement plus digne d'éloge que tous les bureaucrates réunis qui prétendent aujourd'hui être ses héritiers politiques, ne serait-ce que parce qu'il fut l'adversaire des pires généraux français, c'est-à-dire ceux qui réprimèrent le plus sanguinairement les révolutionnaires de 1848 et de 1871 ; et comme assez d'études existent à son propos pour qu'il ne soit point besoin d'en élaborer une autre, son évocation pourra seulement servir à mesurer l'exacte indigence et le néant révolutionnaire de la bureaucratie algérienne comparée à ce *seul* personnage. On sait par exemple que l'idéologie officielle de ce pouvoir sous-développé est par définition hostile aux héros ; « un seul héros, le peuple » proclame un de ses nauséabonds slogans, grâce auquel, sous couleur de recouvrir chacun du même manteau de vertus et de qualités, on signifie à ce peuple *en bloc* qu'il n'est personne. Quand on sait par ailleurs que l'islam, « religion d'État », est lui-même hostile « par la lettre et par l'esprit » aux statues et monuments, la consécration d'Abdelkader en tant que héros national peut paraître comme une de ces multiples et évidentes contradictions de la vie politique, dont on trouve au moins à s'amuser pour prendre une juste quoique pauvre revanche sur ceux qui ont fait de la vie et de la politique leurs *privilèges*. Mais voilà ce qu'il faut aussi savoir : l'État algérien revendique aujourd'hui Abdelkader

parce que Abdelkader revendiquait un État algérien.

Assurément Abdelkader possédait des qualités qui en auraient fait un *homme d'État* d'un rang somme toute honorable, si l'on admet qu'au XIXe siècle on pouvait encore rapprocher, sans tomber dans une contradiction dans les termes, l'honorabilité et la politique ; contradiction sur laquelle l'immonde XXe siècle ne laisse plus de doute, pour peu qu'on voie ce que sont devenus les États, sans parler de leurs servants, que certains nous accuseront sans doute de juger bien unilatéralement quand nous disons, par exemple, qu'ils n'ont d'humain que les habits.

Valeur guerrière certaine, sens politique, et intelligence ; de la culture sans doute, du talent et peut-être du génie (il aurait, dit-on, vu très vite qu'il ne pouvait combattre les armées françaises selon les méthodes d'une guerre classique, et préconisé à ses troupes celles de la guérilla et du harcèlement), voilà le portrait laissé par les adversaires mêmes de l'Émir, dont le jugement a sûrement quelque valeur du fait que dans une guerre on doit pouvoir connaître assez exactement son ennemi pour mieux le combattre. Aussi, et en ne considérant qu'une des qualités énoncées plus haut, on pourra additionner tous les colonels qui se sont récemment autoproclamés généraux, en y ajoutant deux ou trois douzaines de même couvée, tant qu'on y est, on n'obtiendra rien qui atteigne à la hauteur d'un tel homme ; et jamais elle ne s'atteindra dans un régime si obstinément tourné vers l'élévation de la médiocrité et de la petitesse.

L'un des plus malheureux de ces colonels, puisqu'il n'a même pas eu la chance de devenir général honorifique, Boumediene, dans les premiers jours de son pouvoir, affirmait : « À peine avons-nous construit un État que certains parlent déjà de sa disparition » sans nommer les mauvaises têtes qui avaient conçu ce funeste projet. Les raisons d'un Boumediene paraissant bien petites comparées ici aux exigences, non de quelques individus, mais de l'histoire, il suffirait donc de dire de l'État algérien que c'est un État, sans qu'il soit même besoin de l'assortir d'épithètes méritées, comme militaire, bureaucratique, totalitaire, etc., pour qu'on comprenne qu'à ce titre il ne mérite effectivement qu'une chose : de disparaître. Mais on n'espère évidemment pas soulever les mêmes terreurs chez des citoyens modernes quand on parle de cette chose centrale qui fait de toute leur existence un calvaire, en l'évoquant seulement comme lèpre politique, comme jadis le seul souvenir de la lèpre terrorisait tant de gens. Aujourd'hui on se pique de s'informer de tout et dans le moindre détail, avant de se déclarer convaincu ou non ; au point de devenir l'appendice de son poste de télévision, dont on dit pour se consoler d'une dépendance quasi ombilicale qu'elle élargit l'horizon des connaissances (voir l'article *Abêtissement*). Cette digression n'est évidemment pas arbitraire : récemment Amnesty International se demandait si certaines des pratiques ordinaires des États (tortures, escadrons de la mort, assassinats politiques, etc.) avaient diminué depuis que cette honorable institution mène campagne pour la défense et la protection des droits de l'homme partout où ils sont bafoués — et ils sont bafoués partout. Voilà au moins une chose dont on peut être sûr : les États ne communiquent donc pas un bulletin périodique où figureraient les diagrammes signalant assez éloquemment la baisse de l'arbitraire sous toutes les latitudes. Quant aux récents exemples de pouvoirs qui ont poussé la désinvolture jusqu'à exterminer eux-mêmes leurs propres populations (le très conséquent Pol Pot, l'encore hésitant Menghistu), ce ne sont sans doute là que folies passagères desquelles on ne peut raisonnablement inférer que la terreur étatique augmente partout, en quantité et en *qualité*.

Cela nous ramène précisément à l'État algérien, dont les récents développements

montrent à l'évidence qu'après les douleurs de la guerre, les Algériens ont découvert progressivement les délices de la politique, et s'y sont jetés résolument ; et ils commencent maintenant à en goûter l'amertume.

L'État algérien, qui n'était évidemment pas révolutionnaire, est au moins devenu tout ce qu'il voulait être, c'est-à-dire totalement policier ; ceci ne signifiant pas une simple prolifération de cette chose triviale et parfaitement détestable qu'est le flic, mais, et quoique une telle prolifération y participe, *un déploiement policier* dans chaque aspect de la vie. De ceci au moins il est parfaitement inutile d'attendre qu'Amnesty nous en administre des preuves supplémentaires, sous forme de cris de torturés ou de listes ponctuelles de ceux qu'on enlève dans la rue ou leur maison parce qu'ils ont seulement osé avoir le goût de prétendre qu'on peut vivre autrement qu'en esclave. Le déploiement policier n'est pas une chose arbitraire, quoique l'arbitraire lui soit intrinsèquement lié ; l'État n'a pas décidé en « toute liberté », et pour ainsi dire par pur plaisir, de se donner ce type d'organisation démente, plutôt qu'une autre. Le fondement du déploiement policier c'est encore et toujours la vieille scission dans la société, la division en classes que d'aucuns observent peut-être « difficilement » en Algérie, parce qu'elle s'y présente sous de nouvelles formes. C'est cela la seule *modernité* de l'État algérien, au point que l'ethnosociologie la plus attardée y perd la moindre chance de découvrir quoi que ce soit de spécifique. Dans les conditions de l'économie mondiale et de son *spectacle*, la spécificité de l'Algérie est aussi digne d'intérêt que la spécificité d'une savonnette comparée à une autre. Les bureaucrates eux-mêmes sont désespérés non pas d'aussi médiocres résultats, mais de ce qu'ils soient devenus visibles. Et pour devancer de meilleurs critiques ils font eux-mêmes mine de dénoncer tant d'aberrations, pour aussitôt en soutenir de pires. Ainsi, *Libération* du mercredi 27 novembre 1985, apparemment invité lui-même à quelque kermesse de démocratie programmée, rend compte des propos d'un dirigeant devenu subitement lucide : « Avant 79, le verbalisme révolutionnaire prévalait, reconnaît Messaoudi Zitouni. Nous étions persuadés d'être les meilleurs Arabes, les meilleurs musulmans et les meilleurs socialistes. Aujourd'hui l'heure de vérité a sonné. Nous voulons une Algérie moderne et puissante, ce qui exige une réorganisation complète de l'agriculture et de l'économie nationale. » Que la sonnerie de la vérité ait mis tant de temps à retentir, voilà qui ne semble pas avoir inquiété outre mesure l'honnête ministre ; enfin éveillé, il livre d'un seul coup ce que doit être la vérité de cette Algérie : *une société d'abondance*. Et le même ministre d'ajouter : « L'Occident nous tient par la technologie. Il faut donc s'inspirer du Japon et compter sur nous-mêmes. »

Ceux qui savent comment s'est véritablement accompli le « miracle japonais », c'est-à-dire quels abondants ravages chimico-industriels a subis ce pays grâce à ses dirigeants ; et comment aussi ce miracle repose non pas tant sur l'activité des « puces » et du « génie télématique » que sur une main-d'œuvre servile, ceux-là savent aussi quelle sorte de miracle les bureaucrates algériens pourraient faire triompher chez eux en copiant ce qui est déjà au Japon une sinistre copie.

Au demeurant la question n'est plus de savoir s'il faut ou non une société marchande en Algérie. Aujourd'hui la question est de savoir quelle fraction dans la Bureaucratie régnera vraiment sur elle : sera-ce « la vieille garde » bureaucratique — anciens militants, vieux militaires, et, dans une moindre mesure, syndicalistes —, ou la nouvelle génération de bureaucrates, arrivée au pouvoir *à côté* de l'ancienne ? Elle a, elle aussi, appris les méthodes et participé aux résultats de l'activité bureaucratique, c'est-à-dire de la *désertification* de la société. Ce sont ces deux

fractions que *Libération* a appelé fort poétiquement les « nostalgiques » et les « modernistes » (technocrates, jeunes cadres de l'armée, la quasi-totalité de l'Inintelligentsia, et sans doute les *oppositions* que le pouvoir a tenues jusque-là à l'écart).

La lutte entre ces deux fractions est en train de prendre des allures nouvelles : elle s'esquisse pour la première fois *publiquement*. On peut voir dans les récents procès dits politiques l'inauguration d'une époque qui sera plus terrible que ce qu'ont pu laisser entrevoir les rodomontades des accusés qui feignaient de croire qu'on pouvait « contester le régime » à la barre de ses propres tribunaux. (Oyez braves révolutionnaires ! Montrez-vous donc à visage découvert, l'État algérien n'est qu'un tigre en papier !)

Mais ces procès, qui sont comme *l'inverse* de ceux de Moscou, en *autorisant* les accusés à « critiquer » le régime, au lieu qu'ils s'accusent eux-mêmes, ou seulement se défendent, ne sont en rien une pré-tribune démocratique ; c'est le micro-spectacle de ce qui est véritablement en jeu : « La démocratisation ou la mort, c'est un peu en ces termes que plusieurs accusés ont posé le problème. » (*Libération*, 19 décembre 1985.) Un de ces accusés, qui sait parfaitement qu'on ne gagne pas dans de tels procès, puisqu'il est lui-même avocat, explique fort naïvement vers quel *bain de sang* on s'achemine : « Nous savons ce que veut dire la violence, la guerre. Mais la situation actuelle est dangereuse parce que d'autres générations que la nôtre utiliseront peut-être la violence... »

La Bureaucratie, par essence antidémocratique, *liquidera* donc à sa manière le problème du pouvoir, lorsqu'il faudra le poser *ouvertement*. Quelle fraction de la Bureaucratie ira jusqu'à cette extrémité sinon celle qui est tenue dans une sorte de minorité politique ? Sera-t-elle seulement assez forte pour provoquer une sorte de guerre civile (un mouvement de masse « spontané »), en pariant pouvoir l'arrêter une fois qu'elle aura triomphé ?

Mais la question du pouvoir pourra aussi se poser *autrement* en Algérie, c'est-à-dire *contre lui*. Et qui, en dehors d'une jeunesse de plus en plus prolétarisée et toujours plus nombreuse (jugez du cauchemar : plus de 60 % de moins de vingt ans !), pourra représenter un véritable risque pour l'État algérien ? Cette jeunesse « oubliée », mise à l'écart de toute activité historique, est seule capable de *solder* cet héritage colonial qu'est la bureaucratie algérienne ; comme c'est également elle qui fera les frais des provocations étatiques, auxquelles même un Ben Bella appelle hardiment, espérant sans doute une « crise de régime » où il serait rappelé au pouvoir.

La jeunesse algérienne, à laquelle le « héros Abdelkader » ne dit évidemment rien, apprendra quant à elle à devenir héroïque de la seule manière maintenant possible : en participant consciemment et activement aux véritables luttes de l'histoire humaine, dont la falsification sur toute la terre met aujourd'hui l'Algérie au même niveau de nuisance généralisée.

ABDERRAHMAN

*C'est sous le long règne d'*Abderrahman III *que le califat de Cordoue connut au Xe siècle son éclat le plus brillant. Les chroniques nous rapportent qu'il sut maintenir la puissance omeyade contre les princes chrétiens et ses rivaux musulmans, et qu'au cours de cette vie généreusement risquée, il protégea les arts et les sciences et fonda la célèbre école de médecine de Cordoue.*

Cette époque est celle, tant pour la chrétienté avec la division achevée de l'empire carolingien que pour l'islam avec la décadence des Abassides, de la fin des tentatives victorieuses d'unifier de part et d'autre sous un sceptre universel les peuples vivant sous une même foi. Cette installation dans un désordre temporel permanent constitue une des bases de ce sentiment dominant du Moyen Âge qu'est celui de la précarité et de la vanité de toutes choses terrestres.

La nature particulière du pouvoir féodal où le prince règne sans partage sur son domaine, où par conséquent le résultat de sa vie personnelle reste indissociablement lié à celui de son règne et devient le modèle obligé de ses contemporains, nous a valu une des plus belles réflexions d'un homme sur ce que fut sa vie : « Cinquante ans se sont écoulés depuis que je suis calife. Trésors, honneurs, plaisirs, j'ai joui de tout, j'ai tout épuisé. Les rois mes rivaux m'estiment, me redoutent et m'envient. Tout ce que les hommes désirent m'a été accordé par le ciel. Dans ce long espace d'apparente félicité, j'ai calculé le nombre de jours où je me suis trouvé heureux : ce nombre se monte à quatorze. Mortels, appréciez par là la grandeur, le monde et la vie. »

Ce qui nous touche dans une telle conception de la vie, au-delà de la figure idéale du prince féodal et des thèmes propres au Moyen Âge, réside bien sûr dans ce caractère universel que sans effort nous pourrions retrouver chez Shakespeare ou Homère et dans chaque époque où les hommes peuvent jouer librement leur vie dans le hasard des circonstances et juger du résultat de leur activité.

Naturellement, ceci exclut immédiatement la nôtre et quelques autres encore dont elle constitue la suite appauvrie, et il ne viendrait à l'idée de personne d'attendre quelque réflexion du même ordre des puissants de notre temps. À des titres divers ils en manifestent la même incapacité et d'ailleurs aucune nécessité ne les y contraint.

Que pourraient nous dire en effet les divers héritiers de la grandeur musulmane de ce qu'il en a été de leur vie ?

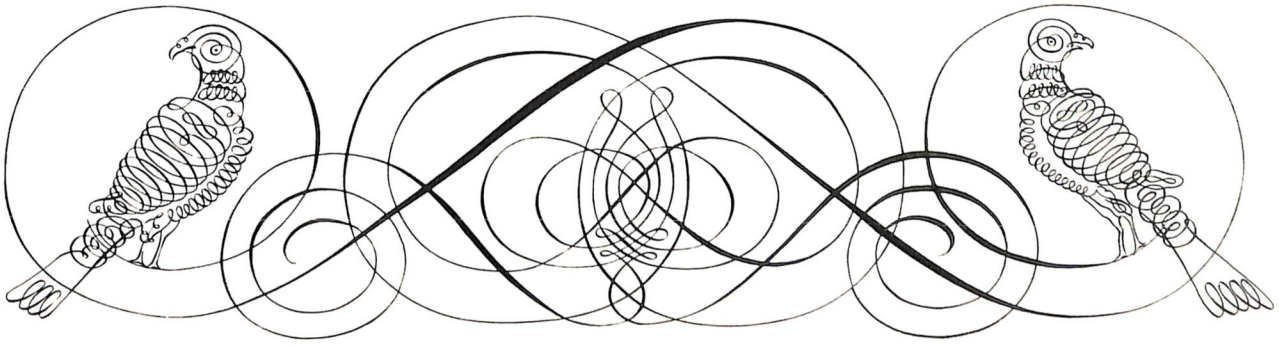
Mais ne soyons pas trop cruels à leur égard car ils sont à l'islam médiéval ce que Gorbatchev est à la principauté de Kiev ou Mitterrand au royaume de Saint-Louis : les dignes représentants d'un monde unifié sous des différences locales où la dévalorisation du monde humain accompagne régulièrement la valorisation d'un monde matériel qui montre ce qu'il vaut.

Que les dirigeants soient devenus ce qu'ils sont, peu nous importe, ils ne seront jamais assez misérables à notre goût. Ce qui nous touche bien plus, c'est que l'organisation présente de la vie ne permettra bientôt plus que l'on puisse se poser ce genre de questions ou plus exactement qu'elles n'auront plus aucun sens.

Cette simple constatation juge une époque

car la disparition de cette conscience minimum de l'écoulement du temps, interdisant le moindre jugement sur sa propre vie, interdit par là même tout jugement plus vaste sur la marche de ce monde, jugement sans lequel aucune société ne peut prétendre maîtriser son destin. Mais comme la nôtre a renoncé à cette prétention depuis longtemps, et qu'elle ne se reconnaît plus comme maître que la marche autonome de l'économie et son « progrès », elle peut parfaitement se passer de toute faculté et de tout sentiment qui ne soient pas nécessaires à celle-ci et, de ce point de vue, on doit admettre qu'elle atteint une remarquable adéquation entre ses buts et la fabrication du matériel humain qui leur est nécessaire. Car si Stendhal pouvait encore compter quatre cents jours de grandes émotions pour une vie de trente ans, l'homme de notre temps serait bien en peine de définir ce qu'est une grande émotion. Son existence, à l'image de la société qu'il sert, ne connaît plus bonheur et malheur comme le rythme nécessaire de toute vie mais un perpétuel présent indifférencié prétendant sottement à l'éternité.

Une telle vie sans qualité n'a d'autre objet que sa durée même et comme projet démentiel que son accroissement indéfini. On dit donc communément que la durée de la vie augmente, ce qui est sans doute vrai et aussi sans aucune importance. Cette perte de la vraie vie avec son caractère unique, précaire, hâtif, doit refouler aussi la seule expérience qui échappe à la répétition comme quelque chose d'incongru et de vaguement scandaleux. La mort elle-même s'est donc éloignée dans une abstraction, reléguée spatialement dans des hôpitaux et des mouroirs, elle a cessé d'être côtoyée directement comme valeur négative de la vie et comme sanction du temps pour devenir objet de statistique et fait divers des médias. À ce point d'indignité dans la mort et dans la vie, aucun renversement n'est possible en dehors d'une volonté commune de faire du temps son temps. Et cette volonté elle-même ne peut trouver sa force que dans la négation de ce qui existe. C'est à ce prix seulement que ce monde peut être bon pour ceux qui en auront usé comme il faut.



ABDICATION

*Quand on parle d'*abdication, *c'est généralement pour évoquer la renonciation à l'autorité détenue par un souverain. L'*Encyclopédie, *dans la définition qu'elle en donne, ajoute : « Se dit aussi de l'action d'un homme libre qui renonçait à la liberté et se faisait volontairement esclave. » Voici qui semble assez bien s'appliquer depuis quelque temps au salarié moderne, celui qui n'a aucun pouvoir sur l'emploi de sa vie et qui ne veut plus le savoir.*

L'usage du suffrage universel a été, au siècle dernier, une source de conflit au sein du mouvement révolutionnaire. Le vieil Engels, en 1895, préfaçant *Les Luttes de classes en France*, y glorifiait l'acquisition, pour la classe ouvrière, d'« une nouvelle arme des plus acérées » ; et d'autres, principalement les anarchistes, n'y reconnaissaient qu'un moyen de duperie et non un instrument d'émancipation. Libertad proclame, en 1906, par voie d'affiche annonçant l'une de ses mémorables et mouvementées réunions : « L'électeur, voilà l'ennemi. » Et l'on ne saurait aussi laconiquement mieux dire.

À cette époque on pouvait penser que la question de savoir *qui élisait qui* n'était pas sans importance. Sorel, dans l'introduction qu'il rédige en 1907 pour ses *Réflexions sur la violence*, remarque déjà que « tous les députés disent que rien ne ressemble tant à un représentant de la bourgeoisie qu'un représentant du prolétariat ». Mais trop d'ouvriers de ce temps-là, pourtant on ne peut plus au fait de leur situation dans la société, voulurent croire aux *forces magiques de l'État* pour la transformer. Les représentants du prolétariat européen ont voté les crédits de la guerre de 1914, et la critique anarchiste de l'électoralisme s'est entièrement vérifiée, sans avoir su pour autant constituer une force pratique conséquente et durable.

Voter est devenu un des gestes les plus avilissants de l'activité humaine. L'électeur du temps présent, qui ne connaît ni sa situation ni cette société, et ne veut pas les transformer, veut croire à la *protection magique de l'État* contre l'aggravation continue de ses conditions de vie. Les représentants du peuple votent à l'unanimité les crédits pour la destruction continue du territoire de la vie, et la critique situationniste des idéologies s'est entièrement vérifiée, sans que le projet révolutionnaire ait pu prendre place de manière durable dans la société.

On ne peut même pas dire de l'électeur, comme du monarque après son abdication, qu'il n'est plus que le désert de sa gloire : il n'a en effet jamais rien possédé de tel. Autrefois c'était en manière de défi à l'histoire que le monarque absolu s'écriait : « Après moi le déluge ! » Aujourd'hui, avec la démocratisation de l'irresponsabilité, c'est chaque électeur, membre du « peuple souverain », qui ressent ainsi, *sans le dire*, sa soumission au cours d'une histoire dont il n'a rien choisi, et dont il peut seulement espérer qu'il n'en subira pas trop tôt les conséquences. Quand les hommes « ne sont capables de supporter ni une entière servitude ni une entière liberté » (Tacite), ils sont toujours plus enfoncés dans la servitude. Quant à la liberté on ne peut l'aimer qu'en y goûtant. C'est bien pour cette raison que tout ce qui rampe vers une urne mérite d'être gouverné par les coups.

ABÉCÉDAIRE

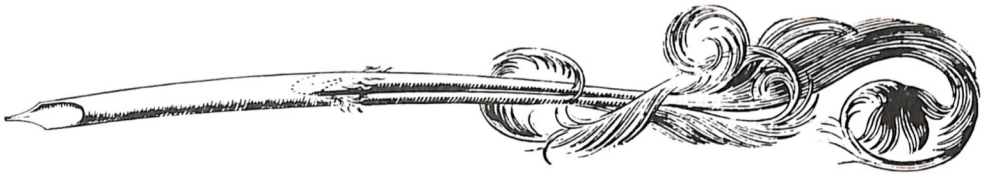
Un abécédaire est un « livret dans lequel les enfants apprennent les rudiments de la lecture ». Par ailleurs un alphabète, selon une définition de l'Unesco remontant à 1962, « est une personne qui a acquis les connaissances et compétences indispensables à l'exercice de toutes les activités où l'alphabétisation est nécessaire pour jouer un rôle dans son groupe et sa communauté, et dont les résultats acquis en lecture, en écriture et en arithmétique, sont tels qu'ils lui permettent de continuer à mettre ces aptitudes au service de son développement propre et du développement de la communauté, et de participer activement à la vie de son pays ».

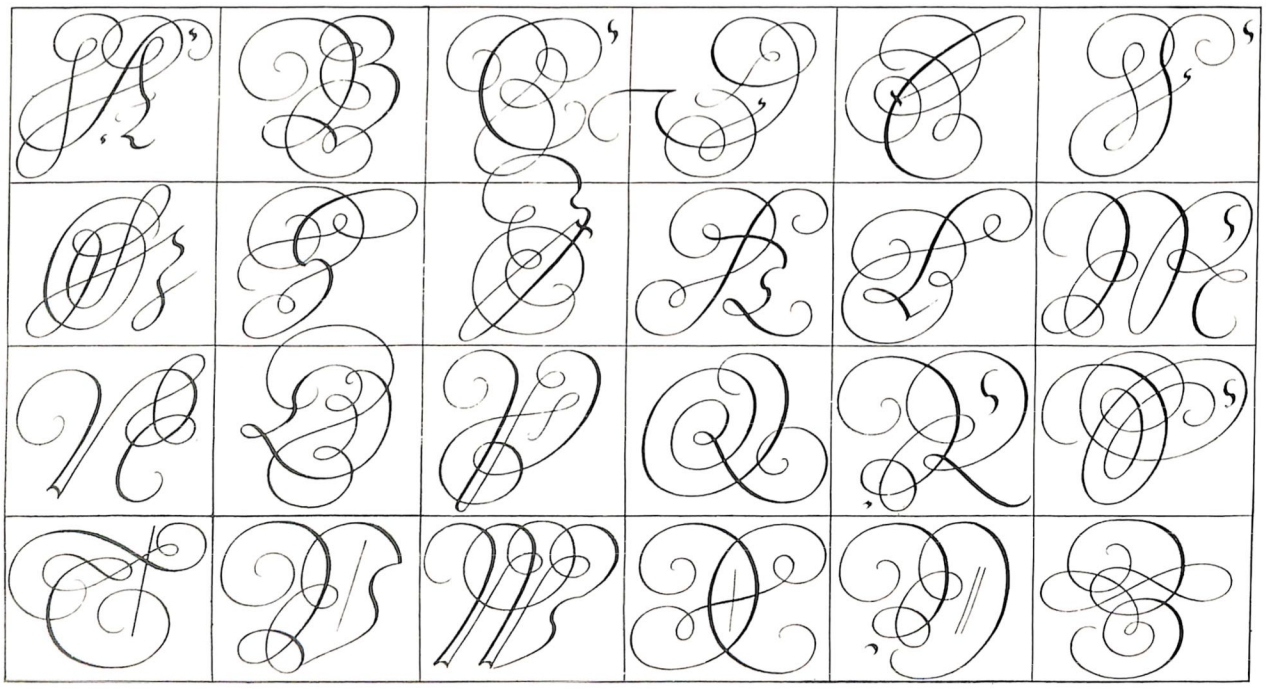
Quand on voit ce que signifie aujourd'hui, dans les sociétés modernes comme dans celles qui s'efforcent de le devenir, « jouer efficacement un rôle dans son groupe et sa communauté » ou « participer activement à la vie de son pays », sans parler de « développement propre » ni de « développement de la communauté », on discerne immédiatement ce que peuvent être les « connaissances et compétences indispensables ». La faible mesure dans laquelle elles varient, sur la surface de la planète et aux divers niveaux de la hiérarchie sociale, ne peut cacher le fait qu'il s'agit partout et toujours de lire les modes d'emploi de la soumission, de rédiger les réponses aux questionnaires de l'État, de calculer au plus juste sa part de survie. Et que l'on ne nous parle pas des richesses spirituelles dont nous jouirions en égoïstes, et auxquelles il faudrait faire accéder les paysans de la Haute-Loire ou de la Haute-Volta. Là encore, ce n'est pas pour que nous savourions en esthètes les trésors de la culture que la plus grande part de l'humanité doit être maintenue dans une ignorance vaguement alphabétisée, mais pour que nous supportions l'obscurantisme plus sophistiqué de la culture spectaculaire. Qui pourrait croire que la culture d'un étudiant américain constitue quelque chose comme un « privilège » ?

La définition de l'Unesco a ainsi le mérite de faire apercevoir, par son caractère involontairement restrictif, le passage de l'ancien analphabétisme, effectivement incompatible avec la participation au fonctionnement d'une économie moderne, à l'analphabétisme de l'ignorance augmentée. Certes ce nouvel analphabétisme n'est pas sans présenter certains traits qui semblent l'apparenter à l'ancien : perte de l'orthographe, appauvrissement extrême du vocabulaire et de la syntaxe. Pourtant le langage parlé est dans ce cas également frappé, et il s'agit donc plus profondément d'une *décomposition du langage*, à travers laquelle s'abolit cette fameuse distance entre le français parlé et le français écrit, à propos de laquelle on a proféré tant de bêtises, et à partir de laquelle, en la franchissant plus ou moins authentiquement, quelques écrivains (Céline, Queneau, et la suite) se sont facilement fabriqué une douteuse originalité stylistique. La richesse du français parlé, depuis les divers argots jusqu'au simple langage populaire, s'est abîmée dans l'épouvantable *melting pot* des jargons journalistiques, technocratiques, publicitaires, etc. On voit là, comme on peut les voir également dans la disparition de la chanson populaire, les effets de la perte de toute autonomie collective par rapport à la marchandise et à l'État. Les termes pseudo-argotiques lancés chaque saison, loin d'exprimer l'accord d'une communauté en rupture de ban avec la norme sociale, proclament servilement la fausse complicité dans la conformité, dans la familiarité avec la marchandise.

Et ils ne se répandent si vite partout, des lycées aux ministères, que parce qu'ils répondent à un besoin forcené d'identification (aux modes spectaculaires, aux rôles permis, à ce qui existe) qui sévit partout. Face aux stéréotypes de l'adhésion, à la langue des slogans, c'est l'utilisation des ressources du langage jadis commun qui prend l'allure d'un argot (au sens du refus), de même que c'est aujourd'hui l'affirmation des intérêts universels de l'humanité qui fait figure de marotte particulière.

D'après des estimations déjà anciennes, le vocabulaire et la compréhension grammaticale d'une large majorité d'Américains ne progresseraient plus au-delà d'un âge moyen de douze ou treize ans. (Et quelles années ! Passées à quoi !) Ainsi beaucoup d'entre eux auraient le plus grand mal à comprendre une proposition subordonnée. En France, certains s'occupent de nous faire rattraper un retard qui risque de nous condamner à la lecture de Proust, quand il faudrait se mettre au *basic* : « Les difficultés spécifiques à la grammaire et à l'orthographe du français freinent actuellement le développement de machines et de logiciels capables d'utiliser et de traiter la langue française écrite et orale. Cette situation fait courir à la France un grave risque de marginalisation culturelle et de retard technologique et industriel. » (*Sud-Ouest*, 21 octobre 1985.) Des linguistes et des informaticiens vont donc faire passer notre vétuste français à leur moulinette et ne doutons pas qu'il en sortira aussi poétiquement transfiguré que le vers « *La chair est triste, hélas ! et j'ai lu tous*





les livres », restitué par une machine à traduire « *La viande est avariée, hélas ! et ma bibliothèque est vide* ».

D'autres linguistes, moins inquiétants dans la bouffonnerie puisqu'ils travaillent pour le social-mitterrandisme en déroute, ont été chargés par un club « Priorité à gauche » « d'inventer 86 mots nouveaux qui feront date » : cela donne « serpub » pour « service public », « map » pour « modernisation de l'appareil de production », ou encore « rasmod » pour « rassemblement et modernisation » (*le Canard enchaîné*, 6 novembre 1985). Les contractions concoctées par cette *agit-prop* à la Fabius sont, comme hâtives tentatives de *novlangue*, aussi mal inspirées qu'une campagne électorale prenant pour thème, contre toutes les règles du genre, une victoire certaine de l'adversaire (« Au secours, la droite revient ! »). Mais elles ne sont même pas particulièrement remarquables ou scandaleuses, quand l'ensemble du langage officiel de la société n'est plus qu'une vaste redondance, répétant indéfiniment les syllogismes de l'acceptation ; ce qui justifie indiscutablement la mise au point de formules simplifiées, abrégeant la proclamation d'une non-pensée pour laquelle les moindres nuances de langage sont une complication inutile. Ainsi, quand un bureaucrate de ce qui s'appelle encore un syndicat (en l'occurrence la C.F.D.T.) déclare, à propos d'une nouvelle méthode d'intégration des travailleurs — les « cercles de qualité » — : « Après tout, pourquoi ce qui est bon pour l'entreprise ne serait-il pas bon pour les salariés ? » (*Libération*, 14-15 décembre 1985), on peut penser qu'une aussi franche adhésion aux intérêts de ce que l'on appelait autrefois le patronat pourrait avantageusement s'exprimer en termes de « map » et de « rasmod ». Quant à nous, en souvenir de 1968 (« Les syndicats sont des bordels »), nous résumerions plutôt cette conclusion au vieux réformisme par la formule de « fermeture des maisons closes ».

C'est à l'intérieur de la perte générale du *jugement*, et donc du langage, du vocabulaire, que s'inscrit le sort particulier de la lecture. Quoiqu'il sache lire au sens de l'Unesco, la barrière qui sépare le spectateur, saturé d'images, de bruits et de mensonges, des écrits importants, de l'humour de Swift par exemple, est tout aussi réelle que la stricte incapacité à déchiffrer un texte. Nous détenons d'ailleurs à ce sujet un critère pratique irréfutable : s'il existait plus de quelques rares individus qui aient su lire Swift (ou Marx, ou Debord), cela se saurait ! Mais le problème n'est pas particulièrement celui des écrits subversifs. Bien que la Bible reste paraît-il un *best-seller* absolu, le livre a été le principal instrument matériel de l'instauration d'une culture profane. D'abord enfermé dans les monastères, puis multiplié dans les bibliothèques universitaires, le livre, quand il se répand dans le monde grâce à l'imprimerie (et à l'introduction du papier en Europe), rend accessible à chacun la mémoire de ce qu'ont fait, ressenti et pensé les hommes qui l'ont précédé : la conscience historique moderne, qui, au-delà du cadre de la cité et du dialogue direct qu'elle permet, se donne pour horizon les intérêts universels de l'humanité, est en ceci fille du livre. Est-ce Lichtenberg qui remarquait que l'invention de l'imprimerie et celle de la poudre à canon étaient contemporaines ? Le livre a en tout cas été une arme à longue portée dans les luttes historiques de l'époque moderne et, sur la durée, on peut dire qu'il a surtout servi aux forces de l'émancipation.

En effet, maniable et reproductible à volonté, le livre donne à l'écrit la plus grande publicité, une véritable existence *collective*, tout en généralisant la liberté de la réflexion *individuelle*, du jugement *sur pièces* de la pensée, précédemment réservée à une infime minorité. Et ce changement matériel ne manque pas de transformer en retour l'activité intellectuelle elle-même. On peut dire rapidement de la pensée déposée dans un écrit

devenu ainsi pleinement public qu'elle a partie liée avec le temps : à la différence du langage de la révélation magico-religieuse, elle doit admettre que sa vérité est en avant d'elle, dans une vérification possible ; elle se comprend elle-même dans la continuité d'une histoire de la conscience, comme mémoire et comme projet. Et ceci vaut pour tout écrit de quelque valeur, quel que soit le « genre » dans lequel le range la classification scolaire. En revanche ce qui caractérise la littérature abrutissante, au-delà de tout critère esthétique, c'est précisément qu'ingérée pour *distraire* une fraction de temps, elle reste *lettre morte*, sans projet, sans poésie parce que sans *temps devant elle*. Il ne s'agit plus alors que de plus ou moins grande virtuosité dans l'usage d'une convention figée, et cela peut aller des romans à l'eau de rose style Harlequin aux raffinements à la Pérec.

Par ailleurs, dans cette confrontation de la mémoire et de l'imagination qui fait de la lecture un temps plus intense, par rapport à la pauvreté dominante en sentiments et en idées, il y a une qualité qui peut bien sûr être une compensation, finalement aussi vulgaire et méprisable que n'importe quelle autre. Le livre, comme « manière spéciale de vivre » (Flaubert), peut aussi être, pour celui qui le lit comme pour celui qui l'écrit, une manière de ne pas vivre, de se résigner, comme le montrent abondamment littérateurs et intellectuels ; ou plutôt comme ils le montraient, car les spécialistes de l'écrit sont aujourd'hui bien en peine de concurrencer les substituts spectaculaires à la vie. Cependant la question de la portée historique et de l'usage humain d'un texte est seulement *posée* par le livre comme technique privilégiée de mémoire et de diffusion de la pensée, tel qu'il a existé dans l'ancienne culture pré-spectaculaire : la réponse appartient, dans chaque époque, à ceux qui savent rafraîchir cette mémoire en en actualisant la vérité (on connaît le rôle du surréalisme à cet égard, et celui des situationnistes). Bref, le livre n'est qu'un moyen, mais il a été le moyen d'une société dont la culture représentait la dimension historique partiellement consciente : c'est encore trop, assurément, pour le rêve dominant d'une glaciation définitive gérée par les mémoires automatiques des machines et de leurs « logiciels ». Là, avec la solution finale du problème du langage, la vie des mots cède la place à la circulation des signaux.

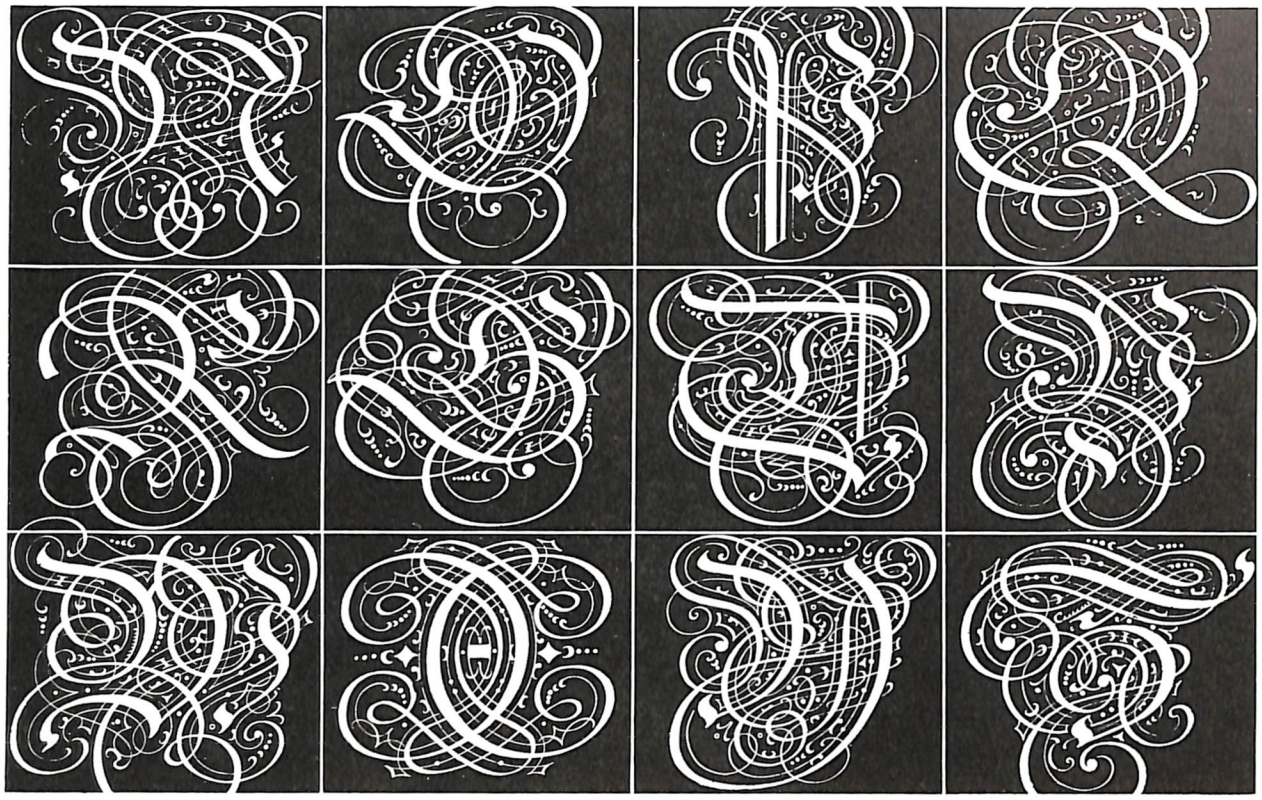
Il est à peine possible d'évoquer l'aspect subjectif de la question — le langage mis en résonance par la lecture, le temps rythmé par la rêverie ou la réflexion, tout cela qui était bien banal et qui n'est d'aucun profit pour l'organisation dominante de l'abrutissement —, sans passer aujourd'hui pour un passéiste vindicatif, un survivant d'un monde englouti. Dans le temps schizophrénique *occupé* par les loisirs programmés, succession d'instants émiettés sans résultat ni processus, se perd la capacité subjective à lire, à *habiter* le temps objectivé, la mémoire déposée dans un livre, et à l'accorder à son temps propre. De la même manière un espace bâti se compose avec le temps de ceux qui l'utilisent : peut toujours être recomposé par un autre temps, une autre vie. Sauf quand il s'agit d'un produit de l'architecture moderne, de l'impossibilité de composer avec *ça :* cela donne alors la nécessité de regarder la télévision, de consommer du temps préfabriqué. Ainsi un produit de l'édition moderne, qui n'est pas fait pour être lu, rencontre-t-il chez ses acheteurs une incapacité à lire qui le justifie pleinement. Et, circulairement, la disparition, quantitative et qualitative, du temps de la lecture dans la vie quotidienne du consommateur, renforce la tendance à la liquidation de la mémoire écrite.

L'alphabétisation, comme facteur d'intégration au marché mondial, que chaque bureaucratie sous-développée reconnaît comme une tâche primordiale pour l'économie locale, ne peut même pas être considérée, dans sa destruction de formes anciennes de mémoire et de culture, avec la calme

satisfaction de Marx parlant de la marchandise comme de la grosse artillerie qui ferait tomber toutes les murailles de Chine. En ce qui concerne précisément la Chine, l'adoption de l'alphabet latin permettrait, mieux qu'aucune censure, de mettre tous les écrits du passé à la discrétion du pouvoir, de les livrer à la réécriture ou à l'occultation par les spécialistes et experts officiels. Ce cas extrême n'est cependant pas exactement exotique. Dans nos pays, la continuité du système d'écriture ne peut être aussi brutalement brisée, mais la capacité à lire les œuvres du passé se trouve pourtant tout aussi gravement menacée. L'accoutumance à la réception passive des signaux spectaculaires, l'obscurcissement du sens des mots par la propagande des *mass media*, l'amnésie érigée en *nec plus ultra* de la modernité par ce que l'on ose à peine appeler un système d'éducation, tout se conjugue pour que les écrits du passé s'éloignent dans le domaine réservé d'une pseudo-érudition, code corporatiste de la culture bureaucratisée. Ce qui ainsi deviendrait finalement inaccessible, incompréhensible, c'est l'histoire de la conscience (dans ses diverses figures théoriques, poétiques, etc.), telle qu'elle est, avec tout son devenir possible, déposée dans les livres : la conscience de l'histoire s'en trouverait d'autant plus efficacement empêchée. De même que nous avons pu parler des « hiéroglyphes qu'arborent ces marchandises déguisées en aliments, comme des stigmates de l'extinction de leur valeur d'usage » (voir l'article *Abasourdir*), il faut reconnaître dans l'obésité de « l'appareil critique » qui afflige aujourd'hui les textes importants du passé la marque du dépérissement de leur *usage commun*. (Un texte aussi bref et décisif que le *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie peut par exemple être si bien enseveli sous les décombres de la pensée à la Lefort qu'il en devient difficile de le retrouver dans le volume ainsi engraissé aux anabolisants universitaires par les éditions Payot.)

Nous reviendrons sans doute sur la question de l'édition moderne, considérée comme production de « non-livres » (ainsi que les appellent les professionnels eux-mêmes), où la décomposition du verbiage ne fait qu'anticiper sur celle du papier qui le supporte, destiné à tomber en poussière en une trentaine d'années. En attendant, il est clair que la surabondance de livres ne prouve rien en faveur de la lecture, pas plus que la prolifération des images en faveur du regard. Et tout d'abord parce que la véritable culture n'est pas dans le cauchemar universitaire de la bibliographie exhaustive impossible, mais bien plutôt dans un usage qualitatif qui *ramène à la vie* les textes qui témoignent d'une humanité supérieure ; ce qui n'a rien à voir avec l'admiration ennuyée d'une visite guidée, sous la conduite de soi-disant experts.

Une bonne indication sur les capacités d'une époque à cet égard est fournie par sa manière de *traduire :* on sait en effet que toute traduction est au moins fidèle à *l'esprit de son temps*. Celles de cette époque jugent donc sa mesquinerie et sa stérilité, dès qu'elle prétend restituer tout ce à quoi elle est incapable d'accéder. Quand des professeurs se mêlent de retraduire Kafka, par exemple, on ne peut vérifier s'ils connaissent mieux l'allemand que Vialatte, mais on peut être sûr qu'ils connaissent moins bien le français. Sans parler des réalités dont la machine de la *Colonie Pénitentiaire* reste la plus terrible prémonition, maintenant que les chaînes de l'humanité torturée sont faites de *listings* d'ordinateurs. Quant à ces professeurs, il faut bien qu'ils vivent, dira-t-on. Nous n'en voyons pas quant à nous la nécessité. Et si l'on ne met pas rapidement un terme à leurs excès, ils feront sans doute sentir à d'autres victimes impuissantes le poids de leur pédantisme : on peut d'ores et déjà craindre pour Poe, puisqu'il est avéré que Baudelaire n'était pas agrégé d'anglais. Quand aurons-nous enfin droit à une liste détaillée de ses contresens ?



Que le sort de la lecture préoccupe au plus haut point les auteurs d'une Encyclopédie ne devrait étonner personne. Cependant nous saurions considérer avec plus de détachement l'éventualité que se perde tout à fait la capacité à lire, si cela n'affectait que notre ouvrage, et non tant d'autres, dont la valeur est mieux éprouvée. Il est vrai que dans ce cas nous ne nous sentirions pas non plus contraints d'ajouter de nouvelles pages à toutes celles qui permettent déjà à chacun de vérifier ses raisons pour mener la guerre de la liberté. On ne saurait guère en effet approuver Mallarmé quand il affirmait que « tout, au monde, existe pour aboutir à un livre ». Mais quelques livres existent qui permettent d'apercevoir, comme en moins grand nombre certaines rencontres, un monde plus abouti que l'infecte décomposition présente.

On peut se procurer l'*Encyclopédie des Nuisances* dans les librairies suivantes :

- **Paris**

PARALLÈLES, 47, rue Saint-Honoré (1er)
LA GUILDE, 18, rue de Turbigo (2e)
AUTREMENT DIT, 73, boulevard St-Michel (5e)
ACTUALITÉS, 36, rue Dauphine (6e)
L'ÂGE D'HOMME, 5, rue Férou (6e)
LA HUNE, 170, boulevard Saint-Germain (6e)
LE BÂTEAU LIVRE, 22, boulevard de Reuilly (12e)
LA TERRASSE DE GUTENBERG,
9, rue Emilio-Castelar (12e)
LA COMMUNE DE LA BUTTE-AUX-CAILLES,
11, rue Barrault (13e)
L'ENTRELIGNE, 35 bis, rue des Plantes (14e)
TSCHANN, 84, boulevard du Montparnasse (14e)

- **Bordeaux**

L'EN DEHORS, 46, rue du Mirail (33000)

- **Cahors**

CALLIGRAMME, 75, rue Joffre (46000)

- **Clermont-Ferrand**

LIBRAIRIE JEAN ROME, 1, rue des Gras (63000)

- **Figeac**

LE LIVRE EN FÊTE, 10, rue Lucien-Cavallé (46100)

- **Grenoble**

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ,
2, place du Docteur Léon-Martin (38000)

- **Lyon**

L'IMAGINAIRE, 4, rue de la Pêcherie (69001)
LA GRYPHE, 5, rue Sébastien-Gryphe (69007)

- **Montpellier**

CONTRECHAMP, 15, rue des Sœurs-Noires (34000)

- **Nantes**

VENT D'OUEST, 5, place du Bon-Pasteur (44000)

- **Nice**

À LA SORBONNE, 23, rue de l'Hôtel-des-Postes (06000)

- **Perpignan**

LE FUTUR ANTÉRIEUR, 5, rue du Théâtre (66000)

- **Poitiers**

PERGAME, 188, Grand-Rue (86000)

- **Privas**

ENCRE BLEUE, rue de l'Église (07000)

- **Reims**

LA BELLE IMAGE, 46, rue Chanzy (51100)

- **Strasbourg**

QUAI DES BRUMES, 39, quai des Bateliers (67000)

- **Toulouse**

PRIVAT, 14, rue des Arts (31000)

- **Tours**

LES QUAIS DE LA LOIRE, 22, rue du Commerce (37000)

- **Canada**

LA SOCIALE, 116, rue Mont-Royal est
Montréal CP 209 Succ. N H2X 3N2

- **Grèce**

ELEFTHEROS TYPOS, Zoodochou Pigis 17, 106.81 Athènes
MAVRO RODO, Delfon 2 106.80 Athènes

- **Italie**

CALUSCA, 48, corso di Porta Ticinese (20123) Milano
AURICO, 7, piazza Statuto (10100) Torino

- **Portugal**

A CRISE, rua Fernandes-Tomas 51 (3000) Coimbra

- **Suisse**

LIBRAIRIE DU BOULEVARD,
25, boulevard du Pont-d'Arve 1205 Genève

NMPP

30 Francs